CAHIERS LÉON BLUM

NUMÉRO 10. 20 F DÉCEMBRE 1981

LE POPULAIRE ET LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL SOVIÉTIQUE

archives-socialistes.fr

ISSN 0152-6251

archives-socialistes.fr

TABLE DES MATIÈRES

Oreste Rosenfeld, le premier plan quinquennal et la démocratie socialiste. Textes d'Oreste ROSENFELD, présentés et annotés par René GIRAULT 1

Oreste Rosenfeld, par Robert VERDIER 33

Un indédit : un jugement d'un socialiste russe sur l'évolution de l'URSS : *Le plan quinquennal et la social-démocratie* par Théodore DAN 39

Correspondance 51

ORESTE ROSENFELD, LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL ET LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

Textes d'Oreste ROSENFELD présentés et annotés par René GIRAULT.

Nous sommes au printemps 1931. En France, un ministère Laval vient de succéder à un ministère Tardieu ; quelques craquements sinistres se sont produits dans les circuits bancaires et les affaires se ralentissent, mais on veut croire encore en la solidité de la monnaie « rétablie » par Poincaré et à l'équilibre financier d'un pays gros possesseur d'or. L'Exposition Coloniale vient de s'ouvrir à la porte de Vincennes, belle occasion pour glorifier la « mission colonisatrice » de la France. Aussi, par comparaison, le monde extérieur paraît, lui, atteint de folie : si le passage de la Royauté à la République en Espagne entre plutôt dans la rubrique des faits divers, on s'inquiète beaucoup des menaces d'Anschluss entre l'Autriche et l'Allemagne (à noter que la S.F.I.O. ne redoute pas en 1931 une union entre l'Autriche et l'Allemagne de Weimar. Il en sera tout autrement après l'arrivée d'Hitler au pouvoir), d'autant plus que des krachs bancaires menacent l'Europe Centrale et que le nationalisme y progresse à grands pas. La lointaine et puissante Amérique s'enfonce dans une crise économique et sociale intense entraînant déjà bien des difficultés dans de nombreux pays, notamment dans les pays neufs. Pourquoi cette gigantesque secousse dans le monde capitaliste à peine une décennie après la première guerre mondiale ?

Pourquoi au même moment, seule exception dans un monde en crise, l'URSS, isolée, connaît-elle une formidable mutation ? Alors que les prix baissent, que la production s'affaisse, que le chômage grandit dans le monde capitaliste, on transmet de Moscou des bulletins de victoire économique et sociale : la production industrielle est en hausse, le chômage a totalement disparu, de gigantesques usines sont rapidement construites. L'opposition entre les deux situations saute aux yeux de tous. Elle semble d'autant plus révélatrice que, fait rare depuis la création de l'URSS, la presse de droite, anti-communiste, rejoint les appréciations de la presse communiste quant au « succès » du premier plan quinquennal.

Non seulement les militants communistes et les « compagnons

de route » (le plus célèbre étant alors André Gide), s'extasient sur les chiffres de production et visitent religieusement ces nouveaux temples que sont les hauts fourneaux de Kouznetz ou le barrage du Dnieprogues, mais encore les lecteurs de la presse « bourgeoise » sont informés des réussites industrielles soviétiques et des avantages de la collectivisation agraire. Les conséquences de cette mutation pour l'Occident sont en effet soulignées avec gravité, voire avec effroi : alors que la surproduction guette l'Occident et que déjà les prix fléchissent, l'arrivée massive des produits soviétiques sur le marché occidental va renforcer le marasme des affaires et contribuer à faire davantage chuter les prix ; capables de vendre même à perte, puisque les salaires et les coûts de production échappent aux lois ordinaires du marché, les dirigeants soviétiques, machiavéliques, peuvent contribuer à déstabiliser l'économie occidentale. C'est le « dumping soviétique » !

Pour s'en prémunir, le 3 octobre 1930, André Tardieu, président du Conseil, répondant aux campagnes de presse des journaux boursiers et aux graves avertissements de J. Caillaux fort inquiet du développement économique russe, promulguait des décrets « antidumping » ; il plaçait toutes les importations soviétiques sous le contrôle de l'Etat français, bien décidé d'ailleurs à restreindre celles-ci au minimum. N'était-ce pas reconnaître publiquement la réussite du premier plan quinquennal ? Un journaliste innovateur et désireux de « lancer » vraiment un hebdomadaire illustré *Vu*, qu'il a racheté depuis 1928, Lucien Vogel, ne fonde-t-il pas la publicité de son hebdomadaire grâce à un numéro spécial sur l'URSS, tiré à un million d'exemplaires (et vendu à 650 000 exemplaires) ? Décidément, l'URSS est à la mode et le ton qui convient le mieux pour la décrire est celui de l'admiration, soit complète, soit angoissée. « Le plan est l'expression de l'esprit nouveau, de l'esprit de la science pénétrant la politique et l'industrie » écrit alors J. Huxley tandis que Gide y voit « le salut dans l'abominable détresse du monde actuel »[1]. En somme, le monde politique, les intellectuels et la grande presse s'accordent pour constater les succès de « Staline planificateur ». Certes, de sérieuses différences séparent ceux qui voient seulement les avantages économiques de la planification de ceux qui en critiquent le coût social ou le caractère dictatorial, mais dans l'ensemble on ne met pas en cause l'essor soviétique.

Dans ce concert quasi-unanime, une fausse note, celle du *Populaire*. Un journaliste, militant socialiste, spécialiste des questions

russes, puisque né en Russie, capable de lire la presse soviétique, remarquablement informé des réalités russes, car en contacts répétés et multiples avec ses camarades socialistes russes exilés ou traqués*, écrit ce qu'il sait, ce qu'il comprend, ce qu'il juge : Oreste Rosenfeld témoigne. Du 25 février 1931 au 18 mai 1931, en vingt-huit articles denses, Rosenfeld explique le sens politique profond des mutations subies par l'URSS en même temps qu'il informe avec précision ses lecteurs sur la vie en URSS. Le souci de Rosenfeld n'est pas seulement de dépeindre avec exactitude une situation mythifiée ; l'objectif profond de Rosenfeld va plus loin. Laissons ici la parole à Léon Blum qui, dans un article du *Populaire* daté du 24 février 1931[2], présente la série d'articles de Rosenfeld : « Notre objet est de renseigner nos camarades non seulement sur le volume et sur la solidité réelle de la construction soviétique, mais aussi, surtout, dirais-je volontiers, sur sa valeur socialiste. Ils verront à quoi se réduit, dès qu'on l'examine loyalement, le mirage du plan quinquennal. Mais fût-il aussi formidable qu'on nous le dépeint, notre conclusion resterait la même, car il y a quelque chose qu'aucun de nous n'a le droit d'oublier. C'est que le socialisme n'a pas pour objet de porter à son maximum, par n'importe quel procédé, la production des richesses — cela, c'est une fin proprement capitaliste — mais bien de faire jouir l'universalité des travailleurs de la somme des richesses produites. La production pour nous n'est pas un but, mais un moyen. Un plan de production ne vaut pour nous que dans la mesure où il procure ou prépare aux travailleurs un supplément de bien-être, dans la mesure où il permet ou favorise une répartition équitable des richesses entre ceux qui les ont créées. Cela, c'est le fondement solide hors duquel nous ne devons jamais laisser attirer nos jugements, ni même nos sentiments... ». En quelques lignes, le problème essentiel est posé pour tous ceux qui se réclament du socialisme : pour donner plus de bien-être aux travailleurs, faut-il avant tout produire beaucoup plus, ce qui dans un pays sous-développé comme l'URSS à l'époque risque de signifier un renforcement prioritaire du travail des hommes ? La nécessité de produire davantage pour sortir de ce qu'on appellera plus tard le sous-développement (on parle alors simplement de la « misère ») est une évidence : signifie-t-elle le sacrifice des autres idéaux comme la justice, la liberté et la démocratie sur l'autel du rendement ? Plus concrètement, a-t-on le droit de sacrifier une ou deux générations

* On pourra en juger par la lecture de l'article de Théodore Dan, publié dans ce même numéro.

pour que les successeurs (ou les survivants) vivent mieux ?

Ces interrogations, rendues plus impératives par la crise économique mondiale qui se développe au même moment, avec son cortège de misères et de chômage, ne sont pas cependant réservées aux années trente. Le capitalisme, qui a su finalement sortir de la crise de 1929 et qui a connu une prospérité indéniable entre 1945-1950 et 1972-1974, selon les pays, a montré alors sa capacité à développer la production industrielle, agricole, commerciale dans le monde. Il a accouché d'une nouvelle civilisation où le « Dieu P.N.B. » est fort révéré ; l'ère de consommation de masse comme celle du gadget ont prouvé que sur le plan de l'efficience le capitalisme n'avait guère de leçon à recevoir... au moins jusqu'en 1973. Dans ces conditions, pourquoi chercher ailleurs des moyens de produire davantage ? Tout simplement parce que nul ne peut oublier deux conditions complémentaires, indispensables au bonheur humain ; d'une part, la justice voudrait que la répartition des richesses nouvelles se fasse au profit de tous, ce que les lois du capitalisme défendent ; d'autre part, et peut-être surtout, quelles limites faut-il fixer au coût humain de l'opération productivité ? En particulier, faut-il faire le bonheur des masses en les forçant au travail et à la stricte obéissance aux dépens de la démocratie ?

Comme on le voit, toutes ces questions demeurent aujourd'hui, même si actuellement on cherche surtout à retrouver une relance économique. Relire Rosenfeld, c'est donc réfléchir pour hier, pour demain ; s'interroger sur l'expérience soviétique comme terrain d'essai du socialisme, c'est chercher la nature vraie du régime socialiste.

*
* *

Il ne pouvait être question de publier l'ensemble des textes de Rosenfeld dans ce numéro des *Cahiers*. On le regrettera pour la cohésion de la démonstration d'Oreste Rosenfeld, car l'ensemble de la publication (reprise en un petit ouvrage de vulgarisation par la librairie populaire du Parti socialiste, fin juin 1931[3]), obéit à une grande logique, même si l'actualité commande parfois des digressions. Mais puisqu'il fallait trancher (et tout choix est criticable), expliquons-nous sur les raisons des coupures. Dans un certain nombre d'articles, Rosenfeld présente une description précise, détaillée, au jour le jour, des réalisations économiques soviétiques ; utilisant les

textes des journaux et revues soviétiques, il accumule les chiffres, les citations des discours des dirigeants soviétiques, le quotidien vécu par les citoyens soviétiques. Le journaliste veut prouver grâce à des faits, face aux mythes et aux légendes déversés dans la grande presse. En 1981, nous connaissons mieux la vie soviétique passée et présente que cinquante ans plus tôt ; non point que les mythes, quel qu'en soit le sens, aient disparu aujourd'hui, mais que, depuis le choc de la déstalinisation, chacun sait, y compris parmi les laudateurs zélés du régime, que la foi ne suffit plus à emporter la conviction du lecteur. On a tellement menti sur l'URSS, on a tellement nié ce que l'on avait affirmé la veille, qu'un minimum de sens critique paraît aujourd'hui indispensable pour juger de l'URSS. En outre, fait fondamental, l'URSS de 1981 n'est plus, *ne peut plus*, être, pour l'Europe occidentale, un modèle en bien ou en mal ; elle est réduite, comme tant d'autres, au rang d'exemple relatif[4]. Lorsque Rosenfeld écrit, il doit lutter contre des prêtres de la foi communiste ou de la foi anti-communiste ; seul le vrai peut le servir, d'où la multiplication des exemples, au risque même de répétitions « nécessaires dans un journal quotidien quand la série d'articles est longue et leur parution espacée », comme Rosenfeld l'écrit lui-même dans l'avant-propos de la brochure tirée de ses articles. Nous avons jugé inutile de reprendre ces analyses pointillistes, sauf exceptions.

Dans son premier article, Rosenfeld insiste sur le double devoir d'un militant socialiste envers la situation en Russie : « défendre la révolution russe contre le capitalisme, défendre la révolution russe contre elle-même, c'est-à-dire contre l'utopie bolchéviste qui la conduit à l'effondrement »[5]. A propos du premier devoir, Rosenfeld revient à plusieurs reprises sur la position de la S.F.I.O., hostile, comme le dit Léon Blum, « à toute tentative de sainte alliance capitaliste contre l'effort de construction économique du Soviétisme ». Cette solidarité avec l'expérience soviétique face aux forces hostiles du capitalisme est affirmée plusieurs fois. Elle revêt une réelle importance dans le contexte politique de l'époque, alors que les menchevistes russes passent devant le Tribunal du peuple au même moment et que la tactique « classe contre classe » suivie par la IIIe Internationale et notamment par la S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste : c'est le titre du P.C.F. à ce moment) consiste surtout à tirer à volonté contre le social-fascisme, fourrier zélé du capitalisme : le sectarisme du P.C.F., directement dirigé par le centre moscovite, connaît alors un véritable zénith. Or le *Populaire*

refuse toute convergence avec l'anti-communisme du centre et de la droite. Inlassablement, Rosenfeld souligne cette différence.

Pourtant nous n'avons pas retenu d'extraits relatifs à ce premier devoir. Il nous paraît plus significatif de retenir en priorité les analyses du plan quinquennal pour lui-même (c'est-à-dire le second devoir), car, comme on l'a vu, il s'agit alors de s'interroger sur la nature du socialisme. Au-delà des péripéties et du combat politique quotidien, la réflexion idéologique se place devant le durable, le significatif. Face à l'existence du Premier Plan quinquennal, quelle est l'essence du socialisme ? L'utopie bolchéviste n'est-elle pas le principal danger du socialisme ? Les extraits, que l'on va lire maintenant, sont donc organisés autour de cet axe de réflexion de Léon Blum-Oreste Rosenfeld.

Un dernier mot en effet à propos de ce « binôme ». Depuis la révolution bolchévique, Léon Blum a constamment suivi l'évolution de ce pays, scruté, avec la minutie et la compréhension des autres qu'on lui connaît, l'action de Lénine, de Staline et des Bolcheviks ; mais cet observateur très attentif aurait-il pu connaître les réalités russes sans le truchement d'un lecteur quotidien de la presse soviétique, d'un émigré socialiste au contact de tous ceux qui formaient les gauches russes, des menchevistes aux trotskystes ? Réciproquement, la fréquentation quotidienne du directeur du *Populaire* ne servait-elle pas à éclairer le journaliste Rosenfeld ? Il ne nous est pas possible, aujourd'hui, sur ce sujet, de faire le partage entre ce qui provenait de l'un et de l'autre. Toutefois, un point mérite d'être souligné : alors que, fort naturellement, bon nombre de militants socialistes avaient une tendance légitime à absoudre bien des erreurs doctrinales des bolcheviks ou des manquements aux règles élémentaires de la démocratie en URSS au nom de l'efficacité dans la construction d'une économie développée, le binôme Blum-Rosenfeld, sensible au coût humain imposé aux Russes, ne pouvait accepter un vision « rose » de l'URSS. Bon nombre de militants socialistes, de lecteurs du *Populaire*, admettaient mal le pessimisme du binôme envers la planification soviétique, louée par Zyromski dans le *Populaire* du 27 juin 1930[6]. Au congrès de 1931 et de 1933, Blum sera attaqué sur ce point. Mais pouvait-il admettre que le véritable socialisme soit construit au prix d'un tel avilissement humain, lui qui « ne croyait pas à la vertu du mal » (J. Lacouture) ?

*

* *

Après avoir montré les raisons de la publication d'une nouvelle série d'articles sur l'URSS, Rosenfeld aborde les conditions du lancement du plan quinquennal dans les numéros des 3 et 11 mars 1931, « La transformation miraculeuse du plan quinquennal » et « Au bureau technique du Guépéou ».

Brusquement, le plan élaboré à titre d'orientation et de directive économique générale fut transformé en *programme* de réalisation, programme ferme auquel le régime, la dictature et le communisme liaient officiellement leur sort. Non seulement le plan devient un programme, mais, par ordre d'en haut, il fut révisé et encore révisé, toujours dans le sens de l'« *accélération du rythme du développement de l'industrie* ». Il ne s'agissait plus de développer l'économie nationale dans une direction donnée et dans la mesure du possible. Il fallait « rattraper et dépasser » le monde capitaliste. Les possibilités économiques ne devaient plus être prises en considération. Il fallait se lancer dans une course avec obstacles. « Ou bien nous rattraperons et dépasserons le capitalisme, disait Staline, et alors nous le vaincrons, ou bien nous ne le ferons pas et c'est le capitalisme qui nous écrasera ». Et c'est alors, pour justifier cette course éperdue, que fut mise en circulation la formule trompeuse : « la réalisation du plan quinquennal c'est la construction du socialime. » (3 mars 1931).

Au début de 1929, une plaisanterie était en vogue à Moscou. On s'abordait par la phrase suivante « Contez-moi une anecdote en un seul mot. » Réponse : « Piatiletka », terme par lequel on désigne, en russe, le plan quinquennal.

Personne ne croyait que le gouvernement se lancerait dans une pareille aventure. On s'amusait. On plaisantait. Bientôt, on ne rit plus.

Staline exigeait la transformation du plan primitif en programme de plus en plus vaste. Les savants scrupuleux, les économistes sérieux lui démontraient l'impossibilité absolue de réaliser un pareil développement. Boukharine avait spirituellement formulé ces observations : on ne peut pas construire avec des briques futures. Les spécialistes disaient à Staline que le pays ne peut pas supporter une charge aussi écrasante. Groman, chef de la statistique, lui fournit chiffres et diagrammes à l'appui de cette thèse.

Staline ne céda pas. Les économistes et les savants, avec Groman en tête, furent révoqués. « La statistique, proclama la presse de Staline, ne peut pas être neutre, elle n'a pas le droit de rester au-dessus de la mêlée. Autrement, elle devient l'auxiliaire de nos ennemis, l'auxiliaire des classes possédantes. Elle devient l'instrument de la résistance acharnée des restes capitalistes (*koulaks* et *nepmans*) qui existent encore chez nous et que nous

voulons détruire. La statistique de la « dictature du prolétariat » doit être une statistique de la classe révolutionnaire ».

Ainsi, depuis 1929, la statistique soviétique est au service de Staline. Et alors a commencé la danse folle des chiffres.

Dans toutes les institutions soviétiques, on s'est mis à élaborer les plans les plus fantastiques. Aucune retenue. Aucune critique. Tout doit être possible, puisque la « ligne générale » l'exige.

Si un technicien ne répond pas entièrement aux vues de Staline, il est accusé de « sabotage ». Si ce n'est pas du sabotage, c'est de la « résistance petite-bourgeoise ». Il témoigne de l'« hostilité à la réalisation du socialisme ». Il fait preuve de « manque de courage », d'esprit « panicard ». Il cède à la pression « des éléments capitalistes qui se sont infiltrés dans nos institutions ». Que faire pour ne pas perdre son poste ? Il faut élaborer des plans désirés en haut lieu, même s'ils sont fantaisistes.

Mais, à côté de tout technicien en fonction, il y a des collaborateurs qui voudraient bien prendre sa place. Ceux-ci surenchérissent. Augmentation de la production de 40 % ? Pourquoi pas 45, 50, 60 % ? Celui qui a proposé 40 % est un adversaire de la « ligne générale ». Et si, par malheur, il n'est pas d'« origine prolétarienne » — ce qui est ordinairement le cas pour les techniciens — s'il est un ci-devant noble ou un ci-devant bourgeois, si, sous le tsarisme, il a été mobilisé comme officier de réserve, s'il est un ex-menchevik rallié au soviétisme en 1920 ou 1921, son compte est bon. Il va en prison, s'il n'est pas fusillé comme les 48 savants exécutés le 24 septembre 1930. Le procès de « huit » et les « aveux » de Ramsine nous ont fait connaître des conditions dans lesquelles fut élaboré et vingt fois retouché le « plan quinquennal ».

Des milliers et des milliers de ces techniciens sont actuellement en prison pour « sabotage ». Ils ne sont pas jugés. La Guépéou les tient... et les fait travailler dans ses cachots. Un bureau spécial est organisé, à cet effet, par la *Guépéou*. Il s'appelle : Bureau technique. Toute institution économique, tout trust peut y passer sa « commande » d'élaboration du programme de réalisation pour le trimestre, pour le semestre, pour l'année. La *Guépéou* charge de ce travail ses « pensionnaires » et encaisse leurs honoraires. Ainsi les « saboteurs » en prison continuent à travailler à l'application du plan quinquennal.

Le résultat ? Voici l'opinion des techniciens qui sont encore — provisoirement — en liberté et qui sont chargés d'exécuter les programmmes élaborés par les « pensionnaires » de la *Guépéou*. Ils disent... en faisant allusion à leurs collègues en prison : « Ils sont en sûreté. Ils ne risquent rien. Mais comment voulez-vous que nous exécutions ces programme fantaisistes ? » (11 mars 1931).

Quel est le bilan de la planification au début de 1931 ?

Toutes réserves faites en ce qui concerne la statistique soviétique et compte tenu du chaos créé dans le plan quinquennal primitif révisé, retouché, amplifié, gonflé à maintes reprises, déclaré exécutable en « 4 ans » puis à présent, selon Staline, en « 3 ans », examinons son exécution dans les deux premières années.

Pour la première année, celle qui a pris fin le 30 septembre 1929, nous pouvons dire qu'en *gros* le programme semble avoir été plus ou moins exécuté. Mais n'oublions pas que ce n'est qu'au cours de l'année, dans sa deuxième moitié, que le plan quinquennal avait subi les premières transformations miraculeuses dont j'ai parlé. En réalité, la production de l'année 1929-1930 suivait le rythme du plan primitif, modeste et donné à titre d'orientation. Il ne fut proclamé « socialiste » et obligatoire que vers la fin de l'année. Et bien que ce soit justement à propos des chiffres de la première année que s'est opérée « l'épuration de la statistique », bien qu'en réalité nous n'ayons aucune raison de croire que les cris de triomphe, poussés par la presse soviétique, soient très justifiés, j'admets que, dans ses grandes lignes, le programme primitif de la première année fut réalisé.

Or, dès l'année 1929, le niveau d'existence du peuple russe baissa. Progressivement tous les principaux produits alimentaires — en commençant par le pain, le beurre, le lait, les graisses, la viande et le sucre — disparurent du commerce libre (coopératives, commerce d'Etat) pour ne réapparaître que sous forme du ravitaillement rationné (carte de pain, de sucre, etc.) ou dans le commerce privé clandestin à des prix de plus en plus fabuleux.

Mais, officiellement, la *Nep* n'était pas encore supprimée. Et ce n'était là qu'une gêne, mais pas encore la véritable disette et même la famine qui apparurent au cours de la deuxième année de la réalisation du plan.

Pour cette deuxième année, la presse soviétique a affirmé la réalisation intégrale du plan. Cette déclaration publiée dans les premiers jours du mois d'octobre 1930 — l'année avait pris fin le 30 septembre — était en contradiction flagrante avec les cris d'alarme que, depuis le mois de juillet, la même presse ne cessait de lancer pour chacune des branches importantes de l'industrie. Ce qui infirme surtout les affirmations officielles c'est le simple fait qu'en septembre, le gouvernement décide brusquement de reporter le commencement de l'année budgétaire du 1er octobre au 1er janvier. Ainsi, entre la deuxième année du plan qui finissait le 30 septembre 1930 et la troisième qui allait commencer le 1er janvier 1931 s'intercalait tout un trimestre qui reçut le nom de « trimestre spécial ». Pour ce trimestre on a, officiellement, élaboré un programme de réalisation spéciale qui devait venir en supplément du programme de la deuxième année et ne devait pas anticiper sur celui de la troisième. Mais en réalité, c'était une façon camouflée de proroger de trois mois, soit d'un quart, le délai imparti à la réalisation de la deuxième année.

Où en est donc la réalisation du programme de la deuxième année ? Mystère. Nous savons, par exemple, qu'en été 1930 les usines du textile ont chômé pendant une période assez longue : de trois semaines à cent jours. La cause : manque de matière première. Au XVIe Congrès du parti bolcheviste (juin — juillet), Staline se plaignait du travail insuffisant des chemins de fer, ce qui empêchait certaines industries de réaliser leur programme. Il signalait l'insuffisance de l'extraction du charbon ; il manifestait de l'inquiétude en ce qui concerne la sidérurgie. (13 mars 1931).

Pourquoi cet échec ?

Deux questions se posent. La première : quelle est la cause de cette situation désastreuse ? Je la vois dans le régime bureaucratique et autoritaire — conséquence de la dictature terroriste qui a supprimé tout contrôle public et toute initiative et qui ne permet pas à la classe ouvrière de participer activement à l'œuvre d'édification d'une nouvelle industrie. Ce qui se passe en Russie ne peut pas être mis sur le compte du socialisme. Le socialisme remplacera l'initiative intéressée du capitaliste qui veille jalousement sur l'emploi de ses capitaux, par la participation active de toute la classe ouvrière, de toute la population laborieuse à l'organisation et à la direction de son économie. En établissant une dictature *sur* le prolétariat, en lui enlevant toute initiative, en le privant de toute action propre de classe, en le transformant en une masse servile dirigée par des ex-révolutionnaires professionnels qui se sont érigés en dictateurs, *le bolchévisme s'est condamné à la bureaucratisation complète de tous ses rouages administratifs, politiques et économiques*. Il est devenu le prisonnier de sa propre bureaucratie. Il doit subir la routine, le gaspillage, l'incapacité inhérents à toute bureaucratie et c'est cette bureaucratie qui gouverne en réalité l'Etat dictatorial et terroriste. Le bolchevisme ne peut pas s'en débarrasser, il ne peut pas l'assainir sans ouvrir largement les portes à la démocratie, à la participation véritable et active des travailleurs à toute la vie politique, sociale et économique du pays. Or, la démocratie, c'est la fin de la terreur, c'est la fin de la dictature personnelle des dirigeants.

Et la deuxième question : Comment se fait-il que ce soit seulement au cours de la troisième — et de la *dernière* année du plan quinquennal (voir le discours de Staline) — que le gouvernement soviétique ait découvert qu'il manque de données élémentaires pour construire sérieusement, économiquement, sans dilapider le patrimoine national, sans gaspiller les ressources du pays ? La réponse est dans les circonstances de la naissance du plan quinquennal comme programme fixe, dans sa transformation en plan « socialiste », dans le fait qu'il a été inventé et mis en application non pas dans l'intérêt du pays ou du socialisme, mais uniquement dans un but politique : sauver la dictature de Staline (19 mars 1931).

Revenons un instant sur la dernière phrase de l'avant-dernier paragraphe : « Or la démocratie, c'est la fin de la terreur, c'est la fin de la dictature personnelle des dirigeants ». Reportons-nous dix ans plus tôt au Congrès de Tours et laissons la parole à Blum qui explique les divergences fondamentales entre les communistes et les socialistes à propos de la conception de la dictature du prolétariat. « Dictature exercée par un parti reposant sur la volonté et sur la liberté populaires, sur la volonté des masses, par conséquent dictature impersonnelle du prolétariat. Mais non pas une dictature exercée par un parti centralisé, où toute autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un Comité patent ou occulte. Dictature d'un parti, oui, dictature d'une classe, oui, dictature de quelques individus, connus ou inconnus, cela, non »[8].

Au surplus, cette absence de démocratie condamne techniquement la planification à se fonder sur des notions erronées. L'art de la statistique suppose la démocratie. La fausseté des statistiques staliniennes, établie scientifiquement depuis par les spécialistes occidentaux et par les Soviétiques eux-mêmes à l'époque de la déstalinisation, est expliquée par Rosenfeld :

Mais, me dira-t-on, pourquoi cette obstination à nier l'exactitude de la statistique soviétique ? N'est-ce pas de ma part une détestable « habitude de dénigrer systématiquement » les efforts du bolchevisme, ainsi que le disent souvent les camarades qui ne partagent pas mon point de vue ? N'est-ce pas la manifestation de mon désir de « calomnier la Révolution russe », ainsi que l'écrit touts les jours Florimond Bonte ?

Par le récit des conditions dans lesquelles naquit et se transforma le plan quinquennal, je crois déjà avoir montré que, depuis 1929, la statistique est officiellement mise au service du plan quinquennal. Les nouveaux fonctionnaires du bureau de statistique ont reçu l'ordre de suivre la « ligne » de Staline. Sachant cela, nous ne pouvons accorder aux chiffres officiels la moindre créance.

Mais il y a quelque chose de plus important encore que la volonté du gouvernement des Soviets de faire croire, par des chiffres faux, aux succès de l'industrialisation selon son plan. *C'est l'impossibilité pour lui de connaître la vérité. C'est l'impossibilité pour les dirigeants d'avoir des renseignements exacts* sur la production et sur le développement économique du pays.

Les rapports fournis par le Bureau central de la Statistique sont rédigés sur les données que les bureaux locaux, les autorités locales et centrales, les entreprises et, en général, les services et les personnes intéressées lui font parvenir. La sincérité du bilan dépend de la sincérité des postes qui figurent dans le bilan. La sincérité de chaque poste dépend de la sincérité des

éléments constitutifs du poste. En définitive, même si le chef comptable ne triche pas, l'exactitude de son travail dépend de la sincérité du travail de tous les petits comptables qui en fournissent les éléments.

En Russie, toute l'administration est fortement centralisée et par conséquent il existe un formidable appareil bureaucratique, d'autant plus vaste que l'administration englobe toute la vie politique et économique du pays jusque dans ses plus insignifiantes manifestations. L'appareil bureaucratique est encore démesurément grossi du fait que le régime politique est dictatorial et terroriste. En l'absence de tout contrôle libre de la part de l'opinion publique, en présence de la suppression de toute initiative individuelle qu'aucune dictature et qu'aucune terreur ne peut tolérer, c'est l'appareil bureaucratique qui doit s'occuper de tout, suppléer à tout, exécuter les ordres donnés, contrôler leur exécution, contrôler les contrôleurs, etc. Tout vient d'en haut : l'idée, sa réalisation matérielle, les détails de l'exécution. Tout retourne en haut : il faut rendre compte de l'exécution à ses chefs hiérarchiques et attendre d'eux la reconnaissance ou le châtiment. Ce n'est pas l'intérêt de la collectivité et sa reconnaissance qui stimulent le travail : on peut se « tromper » sur l'intérêt public et on n'aura pas la reconnaissance d'une foule privée de tout moyen d'exprimer ses sentiments. C'est l'appréciation des chefs qui compte seule. Et pour être apprécié, il faut être « dans la ligne ».

Et quelle est la « ligne » ? La doctrine officielle est formelle. Elle a été définie avec clarté au XVIe congrès du parti. Elle est répétée tous les jours dans les discours des chefs et dans la presse. Le plan quinquennal « doit être exécuté » et il le « sera ». La Russie possède tout pour qu'il réussisse. Aucun obstacle matériel n'existe. Il n'y a pas de « circonstances objectives » qui empêchent l'exécution. Il n'existe que des « facteurs subjectifs ». Il est interdit de se retrancher derrière les « circonstances matérielles. » Si les ordres ne sont pas exécutés, c'est la faute des exécutants. C'est leur incapacité ou leur mauvaise volonté qui en sont responsables.

Or, « la réalisation du socialisme provoque la résistance acharnée des éléments capitalistes ». « Plus nous avançons sur la route qui mène au socialisme, plus nos ennemis de classe recourent à tous les moyens pour nous détourner de cette route, pour ralentir notre avance, pour l'arrêter et même pour nous faire renoncer à notre entreprise ». L'ennemi est rusé. « Ne pouvant nous combattre ouvertement, il essaye de pénétrer dans tous nos rouages administratifs, jusque dans le parti ; il influence même des camarades très haut placés en les intimidant ou en les corrompant : il les transforme ainsi — qu'ils le veuillent ou non — en instruments de sa lutte contre la réalisation du socialisme ».

Telle est la doctrine officielle. Elle est illustrée par de multiples exemples. Le « parti » n'a-t-il pas été obligé d'exclure et de déporter Trotski, Rakovski et leurs amis qui, tout en affichant des « idées gauchistes », servaient en réalité « les intérêts de la bourgeoisie capitaliste » ? Le parti

n'a-t-il pas été obligé de « rappeler à l'ordre » Rikov, Boukharine et Tomski, qui « résistaient au plan », « capitulaient devant les difficultés », « tiraient en arrière » et « favorisaient ainsi les manœuvres de la contre-révolution capitaliste » ? Et il y a encore le « sabotage » avec ses conséquences dans les caves de la *Guépéou*...

C'est dans cette atmosphère que le bureaucrate soviétique doit rendre compte de son travail d'exécution du plan quinquennal. *Toute*, absolument *toute* non-exécution du plan est mise, par les journaux soviétique et par Staline, sur le compte de la « déviation de droite ou de gauche », de l'opportunisme et du sabotage. Et comme le bureaucrate et l'exécutant responsables ne veulent être mangés à aucune de ces sauces, ou du moins comme ils voudraient retarder le plus possible cette opération désagréable — dans l'espoir que « quelque chose changera » — ils essayent naturellement de présenter leur travail de la façon la plus désirable en haut lieu.

Ainsi le gouvernement est finalement prisonnier de ses propres agents. Il ne peut connaître la situation que par eux. Il ne voit qu'avec leurs yeux. Il n'entend qu'avec leurs oreilles. Cela peut marcher ainsi un certain temps. Cela marche même très bien avant les congrès. Mais, tôt ou tard, un « trou » s'aperçoit. Alors on sévit. On prend des mesures draconiennes. On envoie de nouveaux agents pour remplacer les défaillants. Et cela recommence.

Je n'exagère rien. D'ailleurs, Staline ne l'a-t-il pas expliqué lui-même dans son article du 2 mars 1930 concernant la collectivisation ? Le manifeste du 15 mars 1930 qui arrêta net la collectivisation intégrale poursuivie en janvier de l'année dernière, n'y fait-il pas allusion ? Il y est question de *kolkhoze* qui n'existaient que sur le papier, de pourcentage élevé (jusqu'à 8 pour cent) de la collectivisation de l'agriculture dans certaine région, pourcentage qui n'existait que dans l'imagination des bureaucrates ou qui était fortement augmenté par des agents zélés ?

On en a fusillé quelques-uns. On en a destitué quelques autres. Mais aujourd'hui, où la collectivisation intégrale est de nouveau poursuivie avec la plus grande énergie afin d'être terminée, en gros, au cours de la présente année, le jeu des chiffres faux a recommencé. (25 mars 1931, « La statistique et la ligne »).

Rosenfeld aborde ensuite le problème de la *qualité* du travail produit, car on ne peut se contenter d'une approche seulement quantitative du résultat.

Nous touchons donc à une des questions fondamentales du « plan ». D'ailleurs le problème de la qualité est d'autant plus intéressant que nous avons pu nous rendre compte d'une particularité de l'économie soviétique : la répercussion immédiate et très douloureuse de la qualité de la production

sur le niveau d'existence de la population, sur les finances du pays, sur l'ensemble de l'économie nationale. Un problème qui, en régime capitaliste tout court — capitalisme privé — n'existe pour ainsi dire pas, est, comme nous l'avons vu, d'une grande importance pour le régime du capitalisme d'Etat. Tandis qu'en régime capitaliste la mauvaise qualité de la production ne peut avoir de conséquences néfastes que pour l'entreprise capitaliste intéressée, elle devient un phénomène social en régime de capitalisme d'Etat, un phénomène qui touche directement le bien-être de tout citoyen de l'Etat.

*

La qualité de la production est fonction d'un très grand nombre de facteurs, tels que la qualité de la matière première et du combustible, l'état du matériel industriel, les connaissances techniques du personnel de direction et de maîtrise, l'éducation professionnelle des ouvriers spécialisés, la stabilité de la main-d'œuvre, la régularité du travail, etc. (...)

Par conséquent, dans son ensemble l'industrie russe, en 1929, possédait un matériel très vieux, datant d'avant la Révolution, très usé et très au-dessous de la technique moderne. C'était la cause principale de la qualité médiocre de la production soviétique sous la *Nep* et du prix de revient extraordinairement élevé (de 2 à 3 fois plus qu'avant la guerre). Aussi, l'industrie n'a-t-elle pu se reconstruire et subsister que grâce à la fermeture hermétique des frontières et à la création du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, mesures de protection contre la concurrence de l'industrie étrangère et de sauvegarde du système financier de l'Etat soviétique. C'est par une consommation réduite, par une qualité médiocre des marchandises et par des prix très élevés que les travailleurs russes ont dû payer le désastre du communisme intégral et la reconstruction de l'industrie sous le régime de la *dictature* bolcheviste.

La mise en application du plan quinquennal est donc partie d'une base technique inférieure à celle d'avant-guerre, et d'une base très fragile, la fragilité découlant du fait que le matériel industriel était en un état d'extrême « fatigue » qui est menaçant pour la bonne marche de l'usine. Or, le plan quinquennal a pour but d'abord de porter au maximum le rendement des usines existantes et ensuite de créer une toute nouvelle industrie — l'industrie lourde. Et comme tous les efforts sont faits pour créer cette dernière industrie qui ne travaille pas pour la consommation courante mais qui doit produire de nouveaux moyens de production (dont les effets pour la population ne pourront se faire sentir que dans plusieurs années), l'industrie légère existante s'est vue obligée d'intensifier encore son travail pour essayer de satisfaire les besoins accrus de la consommation.

A cet effet, fut introduit le travail ininterrompu, jour et nuit, la semaine ininterrompue de cinq jours, « l'émulation socialiste », les « brigades de choc », etc. La répercussion de ce travail accéléré sur les machines et sur la main d'œuvre ne se s'est pas faite attendre.

Certes, la machine n'est pas un être vivant. Elle n'a pas de nerfs qui se détraquent, ni de muscles qui faiblissent. Mais elle n'est pas dépourvue de toute « sensibilité ». Calculée pour un travail maximum déterminé, elle ne peut pas marcher à la cadence théorique. La *moyenne* est toujours au-dessous de la limite théorique. Vouloir faire tourner la machine sans repos, sans l'entretien nécessaire, à une allure dépassant sa capacité réelle qui baisse avec l'âge, c'est l'user très rapidement, c'est provoquer continuellement des accidents, c'est rendre le travail irrégulier et la qualité des produits mauvaise.

Or, la « ligne » de Staline exige la réalisation du programme gouvernemental. Le cœfficient quantitatif doit être atteint coûte que coûte, sous peine de châtiment sévère. Les défauts de la qualité ne se font pas sentir immédiatement. Ce n'est que le consommateur ou le transformateur qui s'en apercevront. D'ici là, le temps passera. On pourra aussi discuter, contester, expertiser, chicaner. Tandis que, pour la quantité, c'est plus sérieux. Les rapports journaliers, hebdomadaires, font ressortir les résultats quantitatifs. Aussi la sanction est-elle presque immédiate. Il faut donc fabriquer au maximum, sans égard à la qualité, à l'usure des machines, à la fatigue des travailleurs. Dans l'état où se trouve le matériel industriel en Russie, le rythme accéléré de la production ne peut avoir pour conséquence qu'une très mauvaise quantité des produits fabriqués. Et plus on « pousse » — pour des raisons de politique intérieure — la fabrication, plus le pourcentage des marchandises de mauvaise qualité augmente.

Ainsi, en poursuivant l'exécution des coefficients quantitatifs au détriment de la qualité, les Soviets arrivent à deux résultats négatifs : ils aggravent la situation actuelle en augmentant la disette des marchandises ; ils compromettent l'avenir par l'usure trop rapide des moyens de productions et par la construction de nouveaux moyens de production de mauvaise qualité. (1er avril 1931).

Sans doute conscient du trouble jeté parmi les socialistes français par le côté purement négatif de ses analyses, Rosenfeld, pour répondre à ses critiques, prend du recul et, en un article plus vigoureux, un des meilleurs de la série, intitulé « A l'instar de Pierre le Grand » (3 avril), donne les raisons profondes de son jugement sur la planification.

Il est temps que je fasse une confidence et que j'explique la raison pour laquelle j'ai déclaré insensé et irréalisable le plan quinquennal. Depuis bientôt deux ans, je ne cesse de le répéter avec une obstination que même des amis me reprochent. Cependant je l'affirme de nouveau, et cela malgré la furieuse campagne de la grande presse qui essaye de faire croire au succès quasi total du plan quinquennal. Cette campagne est conduite avec acharne-

ment, mais pas assez adroitement pour qu'on ne comprenne pas son origine. D'ailleurs, l'odeur du pétrole s'en dégage...

Je n'ai pas eu un seul moment d'hésitation, en ce qui concerne le caractère ruineux de cette industrialisation accélérée de la Russie. Mes très modestes connaissances en économie politique ont été suffisantes pour m'empêcher de croire au miracle de l'industrialisation accomplie sans capitaux.

Le plan prévoit un investissement de 800 milliards de francs-papier. Puisque les Soviets ne peuvent pas les obtenir de l'extérieur — sous forme d'emprunts à long terme, de crédits commerciaux à court terme, d'investissement de la part des concessionnaires étrangers ou de l'exportation — il faut qu'on les trouve à l'intérieur. Mais s'il n'y a pas de richesses accumulées par les classes possédantes qu'on puisse exproprier, si l'industrie nationalisée n'a pas constitué des fonds de réserves importants pour son développement ultérieur, les capitaux nécessaires pour l'industrialisation ne peuvent provenir que d'un *prélèvement sur le revenu national*. Or, le budget de l'Etat soviétique, pour l'année 1929-1930, se chiffrait à environ 11 millions de roubles, soit au cours officiel quelque 140 milliards de francs-papier. Par conséquent, les investissements prévus par le plan représentent environ six fois les recettes annuelles totales de l'Etat en 1929-1930 (du 1er octobre 1929 au 30 septembre 1930). Autrement dit, même si l'Etat ne dépensait pas un sou pour autre chose que la réalisation du plan, il lui faudrait six ans pour accumuler les fonds nécessaires.

C'est là une hypothèse absurde. L'Etat a encore beaucoup d'autres dépenses. En outre, le budget de 1929-1930 était déjà en augmentation considérable (environ de 30 pour cent) sur celui de l'année précédente. Je ne parle pas du budget de l'année en cours. Son caractère absolument fantaisiste n'est même pas à discuter.

Donc, pour trouver les capitaux nécessaires, le gouvernement doit effectuer un prélèvement *très massif* sur le revenu national déjà lourdement grevé avant la mise en application du plan quinquennal. Que ce soit fait sous forme d'augmentation d'impôts d'emprunts intérieurs « volontaires » — comme tout est volontaire en Russie, jusque et y compris les aveux des « saboteurs » traduits devant le Tribunal Spécial — de prix élevés des marchandises vendues par l'Etat ou *d'inflation ouverte ou voilée*, c'est toujours un prélèvement sur le revenu national. Or — et Staline l'a démontré au XVIe congrès du Parti communiste — le revenu national en Russie se répartit comme suit : 98 % pour cent aux classes laborieuses et 2 % aux classes non travailleuses.

On a pu lire dans la presse, qu'au début du mois de juin, les Soviets ont émis « sur la demande des ouvriers », un nouvel emprunt intérieur avec intérêts et lots pour plus de 15 milliards de francs. Selon les jounaux de Moscou, les ouvriers sont tenus à souscrire « volontairement » jusqu'à

concurrence de leur salaire de trois ou quatre semaines. Ce nouveau prélèvement se superpose aux impôts, emprunts précédents, etc...

C'est donc sur le revenu des travailleurs : ouvriers, employés, paysans que le prélèvement doit s'opérer. Cela veut dire que ce sont ces classes qui supportent toutes les charges de l'industrialisation accélérée, qui font les sacrifices pour la réalisation du plan quinquennal. Et comme personne n'osera prétendre que le niveau d'existence du peuple russe en 1928 était supérieur ou même égal à celui des travailleurs des autres pays, qu'on sait au contraire que la Russie était un pays terriblement pauvre, on peut imaginer la répercussion que le prélèvement massif d'un fraction seulement des 800 milliards prévus doit exercer sur le niveau d'existence d'une population laborieuse qui avait toutes les peines du monde à joindre les deux bouts. *Au fur et à mesure que le plan se réalise, le niveau d'existence baisse.* Cela revient à ceci : *plus le pays s'enrichit en moyens de productions futures, plus la population s'appauvrit à l'heure présente.* Et si, par hasard, le plan était réalisé intégralement, on pourrait dire sans exagération que le marché intérieur, la capacité d'achat de la population serait tellement diminuée, que la nouvelle industrie ne trouverait plus de débouchés dans le pays.

*
* *

Au début du XVIIIe siècle, l'empereur Pierre le Grand a construit, dans le marécage de la Néva, une grande ville, une très belle ville, dont il fit sa capitale : c'est Saint-Pétersbourg, dénommée présentement Léningrad. Sa fondation a ouvert à la Russie une ère nouvelle. Elle a été le point de départ d'un nouvelle époque dans l'histoire de la Russie. Cette ville a rendu au pays de très grands services. Le peuple russe en a bénéficié largement.

Mais, nous, socialistes, pouvons-nous oublier que, pour créer cette ville, le tsar Pierre a sacrifié des dizaines de milliers de paysans russes, morts dans les marécages sous le fouet des gardiens et à la suite de maladies ? Certes, cet assassinat délibéré des travailleurs russes n'a pas empêché le tyran Pierre de devenir un grand empereur. Mais un socialiste a-t-il le droit, sans trahir la noble cause qu'il veut servir, de sacrifier tout un peuple pour construire « la cité socialiste » ?

En réalité, le cas de Staline est encore plus grave. Bien qu'il ait attaché le nom de « socialiste » à son plan quinquennal, celui-ci n'est que le programme d'une *industrialisation accélérée*, rien de plus. Il n'a rien de spécifiquement socialiste. Ce n'est pas une cité socialiste que Staline essaye de construire, mais une cité industrielle qui pourrait — si on venait à bout de la construire et si le capitalisme international ne se l'appropriait pas — faciliter dans *l'avenir* la marche vers le socialisme. Que tout socialiste se pose cette question avant « d'admirer » le plan quinquennal. Qu'il se pose à

lui-même cette question de conscience : s'il possédait le pouvoir le plus illimité sur la vie et sur les biens de tout un peuple d'ouvriers et de paysans, oserait-il réduire à la misère une génération entière, la *sacrifier* pour fonder sur ses os et pour cimenter avec son sang les murs d'un édifice dans lequel les enfants ou peut-être les petits-enfants pourraient créer un jour un foyer socialiste ? Pour ma part, ce n'est pas ainsi que j'avais compris le socialisme, celui du *Capital* comme celui du *Manifeste communiste*.

*
* *

Cependant, le sentiment du caractère antisocialiste du plan quinquennal ne m'aurait pas autorisé à déclarer ce plan irréalisable. Présenté sous cette forme, il m'est apparu insensé et ruineux pour le pays. Mais je connais trop bien la puissance terroriste du gouvernement soviétique, qui est une dictature politique doublée d'une dictature économique, pour oser affirmer qu'il serait incapable de l'imposer coûte que coûte, en étouffant dans le sang toute tentative de révolte de la misère. Ce qui m'a donné la conviction que le plan est irréalisable, c'est la baisse de la qualité de la production. C'est là *un signe extérieur de la disproportion entre le rythme de l'industrialisation et les possibilités économiques, sociales et culturelles du pays*. Et cette disproportion est un obstacle dont ne peuvent triompher ni la terreur la plus sanglante, ni la tyrannie la plus absolue.

Ce qui commande le rythme d'une industrialisation possible c'est la base technique de l'industrie existante, les connaissances techniques des hommes, la culture générale de la population. Si l'on n'en tient pas compte, si l'on essaie de forcer ce rythme, on gaspille les richesses naturelles, les capitaux et la force humaine, on désorganise la vie économique, et on *fabrique mal*. Ce dernier aspect est le plus visible. De jour en jour, le pourcentage des marchandises de mauvaises qualité augmente en Russie. Malgré tous les efforts pour enrayer ce mouvement et fabriquer mieux, la baisse de la qualité continue. Et ce qui est encore plus grave, c'est que la mauvaise qualité du travail — inévitable quand le rythme dépasse les possibilités — touche toutes les branches de l'activité économique et notamment l'industrie d'extraction (charbon, minerais de fer), l'industrie du bâtiment et les transports.

Or, le mauvais charbon et les mauvais métaux handicapent toute l'industrie. Les mauvais transports menacent de paralyser toute la vie économique. *Mais les mauvaises constructions compromettent encore l'avenir*. A cause du mauvais travail de l'industrie du bâtiment et de l'industrie des constructions métalliques, la Russie est menacée, après avoir fait des sacrifices formidables et après s'être appauvrie, de ne pas pouvoir bénéficier des résultats de la réalisation : une partie de la cité industrielle que construit Staline peut être inutilisable et tomber en ruine avant d'avoir permis aux

générations futures de récupérer au moins une partie des capitaux engloutis.

Saint-Pétersbourg est construit dans les marécages. Mais la ville fut édifiée sur des piliers solides et profonds. La construction a coûté très cher en vies humaines et en argent. Mais les générations suivantes en ont profité.

Je crains fort que la Saint-Pétersbourg de Staline, construite sur le sable mouvant d'un pays appauvri et ignorant, ne rende même pas beaucoup de services aux générations futures et qu'en tout cas le profit ne soit pas en proportion avec les sacrifices.

Dans l'article suivant, Rosenfeld, critiqué même par les siens, revient à la charge !

On me reproche vivement mon jugement sur le plan quinquennal. On m'oppose triomphalement l'opinion de la grande presse d'information et celle des journaux de gauche, ainsi que les récits des voyageurs.

Je suis, en effet, en désaccord complet avec eux. Ce désaccord porte sur deux points essentiels : le succès du plan ; la valeur sociale du plan.

Je pense avoir expliqué les raisons pour lesquelles je ne crois pas à la réalisation du plan. Les chiffres que j'ai cités, les renseignements que j'ai reproduits n'ont pas été réfutés. D'ailleurs, comment pourraient-ils l'être, puisque ce sont des données officielles, prises dans la presse officielle de Staline ?

Mes adversaires citent les discours des chefs bolchévistes dans lesquels il est question de *programme* et de réalisations *futures*. Ils reproduisent encore les panégyriques que les Soviets s'adressent à eux-mêmes. Quant à moi, je m'occupe des résultats dans la mesure où ils apparaissent dans des rapports officiels. J'étudie les circonstances dans lesquelles les réalisations se poursuivent et les conditions dans lesquelles est dressée la statistique. Mes adversaires croient tout ce que les Bolcheviks disent. Ils ne cherchent pas à vérifier ces renseignements. Moi, je les soumets à l'examen critique et je ne crois pas aux miracles.

Nous apprécions autrement que les publicistes bourgeois les succès du plan quinquennal. Mais encore plus grande est ma divergence avec les capitalistes et leurs économistes quand il s'agit de la valeur sociale du plan. Les capitalistes, leurs savants et leurs plumitifs ne s'intéressent qu'à la production. Ce qui intéresse les socialistes c'est l'existence matérielle et morale des travailleurs. Les capitalistes peuvent suivre avec un « intérêt » qui n'engage à rien cette formidable expérience d'un capitalisme d'Etat. Ils attendent avec curiosité et avec un peu d'inquiétude ses résultats, dans l'espoir d'en profiter en fin de compte, ce qui n'est pas impossible.

Mais nous, socialistes, nous ne pouvons pas avoir la même « objectivité ». Une expérience faite au nom du socialisme, pour le socialisme, ne peut nous laisser indifférents. Nous devons prendre parti. Si elle est socia-

liste, elle est nôtre. Nous devons alors nous jeter dans la bataille, à côté du bolchevisme, pour le triomphe de nos idées. Nous devons aussi faire nôtres les méthodes d'action nationale et internationale du bolchevisme. Mais si cette expérience, faite dans la chair vive d'une nation, n'est pas socialiste, si elle est anti-ouvrière, nous devons le dire. Nous devons alors dénoncer avec force le mensonge intolérable de la « construction du socialisme » qui n'est pas du socialisme. Nous devons le faire pour préserver ainsi le prolétariat de la plus terrible désillusion pour sauver l'honneur du socialisme. (9 avril 1931).

Dernières phrases essentielles pour comprendre Rosenfeld !

Rosenfeld avait surtout évoqué la situation dans l'industrie et les transports jusqu'en avril. En mai, il aborde la situation à la campagne. Après avoir rappelé les conditions de la collectivisation des terres et montré que celle-ci était loin d'être due « à l'enthousiasme socialiste » des paysans, il en vient par opposition à caractériser un programme socialiste vis-à-vis des agriculteurs.

Il est inutile, me semble-t-il, d'insister longuement sur l'opposition qui existe entre la collectivisation de l'agriculture telle que la pratiquent les bolchéviks et le programme agraire des socialistes. Depuis le dernier Congrès national de notre Parti, nous avons un *texte* qui résume admirablement la doctrine socialiste dans cette matière. Il faut posséder la mauvaise foi d'un Kérillis ou l'ignorance d'un plumitif radical, pour prétendre que le socialisme a l'intention d'exproprier le petit agriculteur travaillant sa terre ou qu'il introduira la collectivisation de l'agriculture par la violence.

Le socialisme ne se réaliserait jamais si nous devions partir en guerre contre le paysan. Le socialisme compte sur l'appui sympathique de la classe paysanne à laquelle il assurera de meilleures conditions de travail en la libérant de l'exploitation du capital banquier, commercial et industriel. C'est la *grande propriété capitaliste* que le prolétariat abolira après avoir conquis le pouvoir. Il ne touchera pas à la petite propriété du paysan travaillant sa terre. La transformation de l'agriculture individualiste en agriculture coopérative et collective ne se fera que lentement à la suite de l'évolution naturelle de la technique agricole et de la mentalité paysanne. Dans la mesure où l'Etat prolétarien pourra assurer aux coopératives agricoles une base technique supérieure et où les paysans constateront *eux-mêmes* les avantages de la coopération et du travail en commmun, dans cette mesure seulement, l'agriculture individualiste se transformera en agriculture collective. Elle se transformera sans heurts, le paysan agissant conformément à son intérêt. Elle se transformera en augmentant le rendement, le paysan jouissant d'un *bien-être accru*. Elle s'accompagnera d'une transformation complète de la mentalité paysanne, l'adhésion à la coopérative étant un acte réfléchi et *librement*

consenti du travailleur de la terre. Toute intervention violente de l'Etat socialiste dans la vie économique des paysans ne pourrait amener que la dégradation de l'agriculture et la lutte entre la campagne et la ville, ce qui conduirait finalement à la faillite du socialisme.

Sur ce point encore, la méthode bolcheviste est en opposition irréductible avec la doctrine socialiste.

En Russie, la grande propriété féodale et capitaliste a été supprimée en 1917-1918. Sous le régime du communisme de guerre, un nivellement s'est produit à la campagne. Sous la *Nep* ont réapparu les inégalités, inévitables aussi longtemps que subsiste le régime de la production marchande. En 1925, on comptait environ 40 % de paysans pauvres, un peu plus de 50 % de paysans moyens, à peine 4 ou 5 % de paysans riches (*koulaks*).

Selon la terminologie officielle, le paysan *pauvre* est celui qui ne possède ni assez de terre, ni assez de cheptel pour vivre exclusivement de son travail agricole. Le paysan *moyen* est celui qui, travaillant lui-même avec les membres de sa famille et n'employant pas de main-d'œuvre salariée, produit assez pour pouvoir subsister sans recourir à des travaux supplémentaires. Le paysan *riche*, le *koulak*, est celui qui emploie régulièrement ou occasionnellement la main-d'œuvre salariée. Le paysan riche, en Russie, n'est riche que très relativement. Comparé au petit agriculteur français, il apparaîtra encore bien pauvre. Son exploitation, sa propriété est loin d'avoir le caractère capitaliste. C'est plutôt du *capitalisme en gestation*.

Après l'abandon du « communisme de guerre », Lénine formula ainsi la politique soviétique à l'égard des paysans : *alliance* avec le paysan pauvre, *accord* avec le paysan moyen, *lutte économique* avec le paysan riche. Après l'abandon du « communisme de guerre » — politique « dont les paysans ne veulent pas » a dit Lénine — toute intervention violente de l'Etat soviétique dans la vie économique des paysans était interdite. Mais, lors de la crise de la *Nep* en 1928, Staline a eu recours aux « mesures exceptionnelles ». Il y renonca rapidement en juillet 1928. En 1929, les exigences du plan quinquennal le forcèrent à reprendre l'offensive contre le paysan.

Si les Soviets avaient décrété, ouvertement, l'expropriation des *koulaks*, on aurait pu discuter le bien-fondé de cette mesure ou son opportunité. On pourrait la combattre en soulignant l'absence du caractère capitaliste de la propriété des *koulaks*. Mais en principe, une telle politique ne saurait être condamnée comme antisocialiste.

Or Staline n'a pas osé le faire. Et pour cause. C'est que la différence entre les *koulaks* et les paysans moyens, ainsi que la différence entre ces derniers et les paysans pauvres est presque imperceptible. Le niveau d'existence dans les campagnes russes est très bas. La richesse et la pauvreté de chaque paysan varient d'après l'abondance de la récolte et avec les intempéries. « Moyen » aujourd'hui, le paysan peut être « riche » demain. Et la grêle peut le faire retomber dans le catégorie des « pauvres ». Aussi toute

mesure de rigueur contre le *koulak* frappe inévitablement les autres couches de paysans et reconstitue le « front unique » de tous les paysans qui se sentent menacés. D'autre part, les mesures fiscales et politiques prises contre le *koulak* enlèvent au paysan moyen tout intérêt qui stimule son travail. Il a peur de devenir « riche », de se voir imposer très lourdement et d'être privé des droits civiques (*lichenetz*).

L'expropriation des *koulaks* n'aurait d'ailleurs pas suffi pour permettre la création des grandes « usines de blé » nécessaire pour assurer l'exportation massive. C'est pourquoi Staline a dû recourir à la collectivisation de toute l'agriculture. Forcément, cette collectivisation est accompagnée de l'expropriation des paysans récalcitrants, qu'ils soient *koulak* ou non. Dans ce dernier cas, on les désigne comme des « agents des *koulaks* ».

C'est jusement cette caricature du socialisme que nos ennemis de classe échafaudent pour effrayer les paysans et les rendre inaccessibles à la propagande du parti socialiste. Dans l'intérêt même de notre action quotidienne dans les milieux ruraux, nous ne devons pas laisser à ce sujet la moindre équivoque, La création par la force de « grandes usines de blé » dirigées par les hommes désignés par les autorité et dans lesquelles les paysans travailleront comme des salariés, n'a rien de commun avec l'idée socialiste de la création libre des communautés agricoles de travail.

L'opposition entre la méthode bolchéviste et la doctrine socialiste est irréductible. Aussi devons-nous nous désolidariser sans hésitation et publiquement de la « collectivisation » à la Staline.

Mais celle-ci est indispensable pour permettre à Staline d'exporter les céréales. Et cette exportation est indispensable pour continuer l'expérience du plan quinquennal. Nous devons donc constater que le plan quinquennal, dont nous avons déjà vu les répercussions désastreuses sur l'ensemble de l'économie nationale et sur l'ensemble de la population frappe doublement les paysans : en tant que contribuables et consommateurs et en tant que producteurs.

On devine les conséquences de cette politique anti-paysanne. Au point de vue économique : la dégradation et la diminution de la production à laquelle les paysans, enrôlés de force dans les *Kolhoze*, ne s'intéressent plus. Au point de vue politique : l'opposition entre les intérêts des paysans, c'est-à-dire de l'énorme majorité du peuple, et ceux de l'Etat et par conséquent de la Révolution que les dirigeants actuels ont accaparée.

Or — et je ne cesserai de le répéter — *le divorce entre les paysans et la Révolution est la fin de la Révolution*. Il prépare le terrain pour la contre-révolution.

L'année dernière, la résistance des paysans à la première vague de la collectivisation avait obligé Staline à jeter du lest et à renoncer à cette expérience dangereuse. Mais la nécessité de forcer les exportations en vue de financer le plan quinquennal, a rendu nécessaire le retour à la politique de la collectivisation. Staline a réussi à briser la résistance des paysans à la

formation des *Kolhoze*. Les paysans y adhèrent. Mais c'est au sein des *Kolhoze* que commence à se manifester leur opposition.

La lutte des paysans contre la politique stalinienne du plan quinquennal n'est pas terminée. Elle a seulement pris une nouvelle forme. Et je crains fort que celle-ci réserve à la dictature et à la Révolution un avenir redoutable. (5 mai 1931).

Ayant analysé les divers secteurs de l'économie soviétique, Rosenfeld aborde un dernier aspect de la planification qui lui tient à cœur et qu'il connaît de l'intérieur pour avoir dépouillé les lettres de lecteurs dans la presse soviétique et pour être bien renseigné par diverses filières : le sort des salariés et des ouvriers, le sort de la classe ouvrière.

Pour terminer l'examen des problèmes se rattachant au plan quinquennal, il me faut parler de la situation de la classe ouvrière. A vrai dire, ce que nous savons déjà des conditions de la mise en application du plan, de ses répercussions sur les finances et sur l'économie nationale, suffirait pour affirmer que le prolétariat est certainement celui qui doit faire le plus de sacrifices pour la réalisation du plan irréalisable.

En effet, le salarié est la première victime de la désorganisation de la vie économique, de l'inflation, de la vie chère, de la disette des marchandises. Le salarié est forcément le plus touché par la baisse générale du niveau d'existence.

Même si le salaire nominal augmente — les bolcheviks prétendent qu'il a augmenté de 12,1 % — le salaire réel est en baisse. Il est en baisse à cause de l'inflation qui a fait perdre au rouble de 90 à 95 % de sa valeur. Il est en baisse à la suite du manque de numéraire qui s'est surtout fait sentir depuis octobre et qui provoque un retard de plusieurs semaines dans le paiement des salaires. Il est en baisse du fait que les marchandises de première nécessité manquent et ne sont founies que sur présentation de *cartes* (cartes de pain, de viande, de lait, de sucre, de graisse, de produits manufacturés, etc.). Il est en baisse parce que pour se procurer la ration à laquelle ils ont droit, les ouvriers doivent perdre — eux ou les membres de leur famille — beaucoup de temps en faisant la queue devant les coopératives. Il est en baisse parce que même le ravitaillement rationné ne leur est pas assuré régulièrement. Il est en baisse parce que la qualité des produits alimentaires et des marchandises fabriquées est mauvaise, il est en baisse parce que les ouvriers manquent de logement, de bois de chauffage, de charbon, etc. Il est en baisse parce que dans le commerce « libre », on peut trouver toutes les marchandises qui manquent dans les coopératives ouvrières, mais à des prix exorbitants interdisant tout achat à l'ouvrier.

Ce commerce « libre » demande quelques observations, parce que ce

n'est pas seulement une question économique, mais aussi sociale et politique.

Depuis la mise en application du plan quinquennal et la liquidation de la *Nep*, le commerce privé a quasiment disparu. Il existe encore, mais clandestinement. Pour permettre aux étrangers et aux touristes de s'approvisionner, l'Etat avait créé des magasins spéciaux dans lesquels la vente se faisait à des prix plusieurs fois plus élevés que dans les coopératives. Les citoyens soviétiques n'avaient pas le droit d'y acheter. Cependant il s'y vendait des produits introuvables dans les coopératives (« marchandise déficitaire » suivant le terme officiel) et que certaines catégories de fonctionnaires et de techniciens soviétiques bien payés auraient pu acheter.

Afin de « mobiliser les ressources financières » de ces catégories de privilégiés du régime soviétique et pour empêcher que cet argent entre dans la circulation clandestine du commerce privé, les Soviets viennent de modifier l'organisation de ces magasins « libres ». Ils sont à présent ouverts à tout le monde. On y trouve à peut près tout ce qu'on veut et de la meilleure qualité. Mais il faut payer le prix fort, qui est plusieurs fois supérieur au prix légal des coopératives ouvrières.

Ainsi le pays de la prétendue « dictature du prolétariat » nous offre le spectacle — inconnu même dans les pays les plus capitalistes — de la plus grande inégalité économique : d'une part les coopératives ouvrières qui manquent toujours de marchandises, dont la qualité en outre est mauvaise : cela, c'est pour la classe travailleuse qui peine et souffre en vue d'édifier le « socialisme » stalinien. Et à côté des magasins chics et bien achalandés, où s'étalent les meilleurs échantillons de la production agricole et industrielle des Soviets, mais où une paire de chaussures, par exemple, coûte presque le salaire semestriel d'un ouvrier ; cela, c'est pour les étrangers qui ont des dollars et des livres sterling ; c'est pour les hauts fonctionnaires et les techniciens du gouvernement des Soviets.

Qu'on s'imagine l'état d'esprit de l'ouvrier, du petit employé, de la modeste ménagère, quand ils contemplent ce spectacle « communiste ». Et qu'on se pose cette question : quel doit être « l'enthousiasme socialiste » de l'ouvrier auquel on ne cesse de répéter depuis deux ans et demi qu'il « édifie le socialisme », que grâce à ses efforts « la Russie est entrée dans l'ère socialiste » ? N'est-ce pas, pour reprendre la formule de Trotsky, *compromettre délibérément l'idée même du socialisme que de présenter cela comme la réalisation du socialisme ?*

Même si le niveau réel d'existence du travailleur russe depuis la mise en application du plan quinquennal n'avait pas baissé d'une façon catastrophique, même s'il s'était maintenu ou élevé quelque peu, le spectacle de cette inégalité économique croissante, affichée impudemment, autorisée et favorisée par le gouvernement, devait provoquer chez le salarié le sentiment de sa misère grandissante.

Or le sentiment de la misère croissante s'accompagne d'une réelle croissance de la misère.

*
* *

Un autre aspect de la situation du salarié peut être indiqué *à priori*. L'industrialisation à un rythme extra-rapide — « pour rattraper et dépasser les Etats-Unis » — exige une augmentation considérable du rendement. Plus on manque de capitaux, plus on doit demander d'efforts à la force musculaire de l'ouvrier pour augmenter la productivité du travail. Aussi, la mise en application du plan quinquennal devait-elle fatalement conduire à une plus grande exploitation du salarié.

Nous allons passer en revue les divers décrets et mesures concernant le salarié, qui se sont abattus sur le prolétariat russe depuis 1929, première année du plan. Rappelons que dès l'été 1929, la pression que Staline a commencé à exercer sur la classe ouvrière à provoqué la résistance de la C.G.T. russe. Même les syndicats bolchevistes, instruments dociles entre les mains du parti communiste, ne se soumirent pas sans résistance à la politique du plan quinquennal. Tomski, chef de la C.G.T. russe depuis des années, fidèle exécuteur de la volonté de Staline dans ses luttes contre le trotskisme, le zinoviewisme, etc., fut accusé de déviation « trade-unioniste ». Il fut révoqué. Toute la direction de la C.G.T. fut renouvelée. Les Centrales des Fédérations furent composées de « bolchéviks non atteints de la déviation trade-unioniste ». Mais un an plus tard, en 1930, il a fallu renouveler encore un fois, au moins partiellement, les cadres dirigeants du syndicalisme russe. Les successeurs de Tomski avaient glissé eux aussi vers la « déviation trade-unioniste ».

C'est que l'oppression économique du gouvernement est si forte que même les fonctionnaires syndicalistes les plus serviles sont obligés, sous la pression des ouvriers, de se révolter de temps à autre contre la politique de plus en plus *capitaliste* de Staline. (7 mai 1931).

Non seulement les ouvriers souffrent de faim, mais pire encore, la démocratie industrielle n'existe plus en URSS.

La mise en application du plan quinquennal a coïncidé avec une nouvelle politique à l'égard du salarié. C'était inévitable. Pour obtenir un meilleur rendement, il fallait augmenter la productivité du travail. A cet effet, il a fallu tout d'abord *renforcer la discipline du travail*. Le premier acte décisif, dans cette direction, a été accompli le 6 mars 1929. Il suppri-

mait tout ce qui subsistait de la démocratie industrielle, de la démocratie dans l'usine. Il ouvrait la route à une nouvelle législation ouvrière qui fait du salarié un appendice à la machine, qui sacrifie le travailleur à la Production.

Du fait même que c'est le prolétariat qui était la force principale de la Révolution, le mouvement révolutionnaire en Russie faisait imprégner d'idées sociales la lutte politique contre le tsarisme. La classe ouvrière luttait pour la démocratie politique et *pour la démocratie industrielle*. Aussi la reconnaissance des délégués d'atelier et d'usine était-elle une des revendications principales même avant la Révolution de 1905. Au cours de la première période de la Révolution de 1917, de mars à novembre, ce fut une poussée irrésistible pour la réalisation de cette démocratie industrielle. Là-dessus s'est greffée la grande idée du contrôle ouvrier.

La prise du pouvoir par les bolchéviks et la suppression de la propriété capitaliste devaient permettre la réalisation intégrale de cette idée profondément démocratique et socialiste. Or, c'est le contraire qui s'est produit. C'est que la démocratie industrielle ne peut pas exister sans démocratie politique. L'action propre de la classe ouvrière en tant que classe — et c'est là la première condition de la démocratie industrielle — n'est pas compatible avec la dictature terroriste.

Marx et Engels ont vu dans le parti prolétarien l'animateur et l'organisateur de la classe ouvrière dont *l'émancipation ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même*. C'est là une conception fondamentale du marxisme. Sans elle, le marxisme n'est pas une doctrine révolutionnaire, mais une simple spéculation stérile.

Lénine a remplacé cette notion prolétarienne par la conception blanquiste et petite-bourgeoise de l'action de la minorité agissante qui se *substitue* à l'action de la classe ouvrière. Réalisée en Russie, elle a donné les résultats que l'on sait. La formule : « tout le pouvoir aux soviets des ouvriers », n'a fait que cacher la dictature du Parti Communiste sur la classe ouvrière : au sein du parti, la dictature se concentra dans le Comité Central d'abord, dans le Bureau Politique du Comité Central ensuite, pour se personnifier enfin en Staline. C'est dans le secrétaire général du parti communiste que s'est incarnée la « dictature du prolétariat » telle que le communisme l'a conçue. C'est la volonté de Staline — et sa volonté seule — qui est présentée comme la « volonté du prolétariat ». C'est l'action de Staline qui s'est substituée à l'action de la classe ouvrière. Les soviets et les organisations du parti se sont transformés en organismes bureaucratiques aux ordres du dictateur. Et comme il possède non seulement le pouvoir politique illimité, mais aussi le pouvoir économique total, c'est la dictature la plus terroriste et la plus absolue que le monde ait jamais connue.

Dans ces conditions, la démocratie industrielle ne pouvait pas subsister. A l'action des ouvriers à l'intérieur de l'usine s'est substituée l'action des cellules communistes et des comités d'usine, deux organes qui ont rapidement abdiqué leur pouvoir entre les mains du secrétaire de la cellule et du

président du comité d'usine. Ces deux représentants de l'autorité régnaient à l'usine conjointement avec le directeur. Mais bien qu'il fussent plutôt des bureaucrates que des représentants des ouvriers et du parti, leur pouvoir limitant celui du directeur, conservait au régime, à l'intérieur de l'usine, un aspect constitutionnel — très illusoire d'ailleurs.

Or, le 6 mars 1929, cette ilusion même fut enlevée. Tout le pouvoir fut concentré entre les mains du chef de l'entreprise. (11 mai 1931).

Comment ne pas penser à la situation de la Pologne actuelle et aux revendications du syndicat Solidarité ? Voici un exemple, s'il en fallait un, de l'actualité de ces textes.

Il reste à Oreste Rosenfeld à conclure. Il va le faire, le 15 mai 1931, en partant de la situation pitoyable où se trouvent les travailleurs soviétiques. Laissons-lui une dernière fois la parole en citant en entier le dernier article de cette série : « Le capitalisme d'Etat et la démocratie », titre très symbolique.

Les décrets sur la lutte contre la *migration ouvrière* produisent une impression étrange.

Le prolétaire russe n'est pas plus vagabond que son frère des autres pays. Il n'a pas un goût prononcé pour les voyages et les aventures. Il voudrait vivre en famille. Il aimerait avoir son foyer. Il aspire, au même titre que l'ouvrier français, à une existence stable et bien organisée.

Néanmoins, les ouvriers russes se déplacent par dizaines et centaines de milliers. Malgré les communications défectueuses, ils fuient leurs ville et usine pour aller chercher du travail ailleurs, à des centaines de kilomètres de leur résidence habituelle. Ils quittent leur région, où ils ont du travail, un logement, un centre de ravitaillement, pour se rendre dans un lieu inconnu sans savoir ce qui les y attend. Ils mènent cette existence de nomades malgré les lois les plus sévères par lesquelles on essaye de les « stabiliser ».

C'est que leur existence est terrible. C'est que les conditions du travail sous le régime du plan quinquennal sont insupportables. C'est que l'exploitation du salarié dans l'usine mise au régime du « travail de choc » et de « l'émulation », est trop dure. Et, dans l'espoir illusoire de trouver un endroit où la discipline soit moins sévère, et le ravitaillement mieux assuré, le prolétaire du pays de « sa » dictature chemine tristement d'usine en usine, de ville en ville, de région en région...

Il me semble inutile de m'arrêter longuement sur le problème de « l'émulation socialiste » et des « brigades du travail ». Ces termes sont excellents pour tromper les voyageurs naïfs qui ne demande qu'à être trompés. Mais tout ouvrier qui aura pris connaissance de la législation ouvrière actuelle des Soviets comprendra que cette « émulation » et que ce travail au moyen des « brigades de choc » ne sont que des méthodes

hypocrites d'augmentation du rendement individuel du travailleur, au détriment de sa santé physique et morale.

Les « brigadiers du travail » qui obtiennent un rendement record sont les « entraîneurs » qu'on connaît dans les pays capitalistes. Leur rendement record est ensuite rendu obligatoire pour tous les ouvriers. Dans les pays capitalistes, la classse ouvrière les méprise avec juste raison. En Russie, ils deviennent des « héros du travail » et on les décore de l'ordre de Lénine. Seulement, la masse des ouvriers les hait. Déjà des assassinats suspects sont signalés dans diverses usines.

Quant à « l'émulation » qui serait, paraît-il, la manifestation la plus éclatante de « l'enthousiasme » avec lequel *l'ensemble* des ouvriers travaille à la réalisation du plan quinquennal, souvenons-nous des décrets draconiens contre les « déserteurs du travail », et les « chômeurs *entretenus* par le commissariat du travail ». Méditons aussi la circulaire du 7 avril sur le « ravitaillement préférentiel des brigadiers du travail ». Le *Populaire* l'a publiée le 13 avril. Je ne rappellerai ici que les principaux passages. Les voici :

Le Comité Central de la C.G.T., le commissariat du peuple pour le ravitaillement et le *Centrosoyouze* (la centrale coopérative) ont fixé les règles pour le ravitaillement préférentiel et en premier lieu des «brigadiers du travail ».

Ont droit au ravitaillement préférentiel les « brigadiers » ouvriers, techniciens et spécialistes qui ont exécuté et dépassé les programmes fixés pour eux, tant en ce qui concerne la quantité que la qualité.

L'inscription des « brigadiers », la vérification générale et individuelle de leur travail, ainsi que l'identification des « déserteurs du travail » et des « voltigeurs » sont faites par l'administration de l'usine avec la participation active du comité d'usine et des « assemblées de la production ».

Pour assurer le ravitaillement en premier lieu et de préférence aux « brigadiers », ceux-ci reçoivent une « carte spéciale de brigadier » qui est valable un mois. *En cas de non exécution du programme de la production et en cas d'infraction à la discipline du travail, la « carte de brigadier » peut être retirée avant l'expiration du délai* et ce par l'administration de l'usine, sur proposition de la « Brigade ».

Les logements, le bois de chauffage, les places dans les villes d'eau, les sanatoriums et dans les maisons de repos, doivent être assurées en premier lieu aux brigadiers ; les places dans les jardins d'enfants et dans les crèches seront assurées en premier lieu aux enfants des brigadiers.

Je m'arrête là. Je suis loin d'avoir épuisé le sujet. Mais je crois avoir indiqué l'essentiel.

Je me résume donc brièvement.

Le plan quinquennal a pour but d'augmenter le bien-être de la popula-

tion laborieuse et de créer un nouvel outillage industriel qui permettrait à la Russie d'augmenter sa production de 245 %. Ce double but est inscrit noir sur blanc dans le texte même du rapport présenté au Congrès des Soviets en 1929. Or, le programme de l'industrialisation ne se réalise que dans la mesure où le niveau d'existence du peuple baisse. *Le plan quinquennal, dans son ensemble, a donc fait faillite.*

Le plan quinquennal devait développer l'économie nationale, d'après un programme fixé, au rythme prévu dans un délai déterminé. Le rythme et les délais sont bouleversés. Chaque branche de l'économie, chaque usine, se développe indépendamment des autres au gré des improvisations quotidiennes, des ordres et contre-ordres, des programmes et contre-programmes, des « trous » et des possibilités matérielles. Au lieu d'un ensemble organisé, c'est le chaos et la disproportion entre les divers secteurs. *C'est donc l'échec total du plan quinquennal en tant que « plan ».*

L'industrialisation réalisée est loin d'avoir atteint les chiffres prévus. L'effet *utile* des nouvelles constructions, des nouvelles installations et de l'augmentation de la production ne correspond nullement aux efforts déployés et aux sacrifices imposés à la population. *C'est donc un gaspillage inouï des ressources matérielles et des forces humaines.*

Le programme, même s'il était réalisé intégralement et utilement, ne ferait pas de la Russie une puissance industrielle de premier ordre. Elle resterait longtemps un pays agricole. *C'est donc un bluff intolérable que de prétendre que la Russie est en train « de rattraper et de dépasser » les Etats-Unis.*

Le plan quinquennal n'a rien de spécifiquement socialiste. Ce n'est qu'un simple programme d'industrialisation à un rythme accéléré. *C'est donc une formidable mystification que de prétendre que les Soviets réalisent le socialisme.*

Le plan quinquennal n'appauvrit pas seulement le pays dans le présent, mais il compromet encore son avenir. L'inflation et l'exportation déficitaire préparent la ruine. Aujourd'hui, la Russie est plongée dans une misère qui ressemble à celle de l'époque du « communisme de guerre ». Demain, le pays épuisé sera à la merci du capitalisme mondial. *C'est donc en définitive, au profit de la finance internationale que les travailleurs russes souffrent.*

Par la collectivisation intégrale et violente de l'agriculture, le plan quinquennal provoque sa dégradation et prépare la famine. Il pousse le paysan désespéré dans les bras de la contre-révolution. Par l'exploitation croissante de l'ouvrier, le plan quinquennal conduit à la dégradation physique et morale du prolétariat. *C'est donc compromettre délibérément l'idée du socialisme que de présenter le plan quinquennal comme une œuvre socialiste.*

*

* *

Une dernière observation. On me dira : oui, il n'y a pas encore de socialisme en Russie ; mais en créant un puissant outillage industriel sur la base du capitalisme d'Etat, les bolchéviks n'avancent-ils pas l'heure de la réalisation du socialisme, ne préparent-ils pas ainsi la transformation socialiste de la Russie ?

Certes, la préexistence d'une puissante industrie est une condition essentielle de la réalisation du socialisme. Mais elle n'en est pas l'unique. Il y a encore le facteur humain, *l'action propre et consciente du prolétariat en tant que classe*. L'industrie la plus puissante et la plus concentrée n'a rien de socialiste et ne prépare pas le socialisme si le prolétariat est réduit à l'esclavage.

De ce point de vue, le *capitalisme d'Etat* peut être considéré comme une forme supérieure de l'économie nationale et comme une étape transitoire du capitalisme privé au socialisme, *à condition qu'il ait pour cadre politique un régime de véritable démocratie prolétarienne, démocratie politique, économique, industrielle et sociale*.

La concentration de tous les moyens de production entre les mains de l'Etat donne à ce dernier une puissance formidable. Si l'Etat n'est pas profondément démocratique ; si les travailleurs — en tant que producteurs, consommateurs et contribuables — ne jouissent pas des libertés politiques et syndicales, coopératives et culturelles les plus complètes ; si les classes laborieuses n'ont pas le contrôle absolu sur l'action des gouvernants et de fonctionnaires de l'Etat, ; si le prolétariat ne peut pas faire prévaloir dans l'Etat sa volonté consciente ; si ces conditions ne sont pas remplies, le capitalisme d'Etat n'est pas une forme supérieure de l'économie, mais au contraire une forme inférieure. Au lieu de devenir un instrument d'émancipation du travail du joug capitaliste, il devient alors un moyen d'asservissement du travailleur.

Tout Etat dictatorial est un Etat centralisé et bureaucratique. Et plus la dictature est terroriste et sanglante, plus la bureauratie et son chef hiérarchique deviennent omnipotents.

Dans les pays dictatoriaux du capitalisme privé, cette omnipotence du dictateur et de ses serviteurs ne s'exerce que sur le terrain politique. Elle est limitée par l'indépendance économique du patronat. Par contre, la dictature en régime de capitalisme d'Etat est absolue. Rien ne limite sa puissance. C'est la tyrannie.

Et la tyrannie dégrade. Elle tue le cerveau. Elle corrompt la conscience. Elle détruit les sentiments sociaux. Elle ne développe qu'un seul instinct, le plus primitif, celle de la conservation. Elle fait de l'homme une bête de somme.

Ce n'est pas la tyrannie qui peut engendrer un monde nouveau.

*
* *

Et voici ma conclusion. L'examen des problèmes du plan quinquennal me conduit avec plus de force encore à l'affirmation que je ne cesse de répéter ici depuis des années : seule la démocratisation du régime soviétique peut permettre à la Révolution russe d'échapper à la contre-révolution. Si le prolétariat russe ne réussit pas à imposer à ses dirigeants la démocratisation du régime, la Révolution est perdue et le capitalisme international mettra la main sur la Russie. Qu'elle conserve ou non sa forme de capitalisme d'Etat, qu'elle garde ou non son personnel dirigeant actuel, le résultat serait le même. La finance internationale sait diriger des trusts ; elle sait aussi exploiter par personnes interposées.

La démocratisation graduelle du régime soviétique comme conséquence de l'action propre, consciente et indépendante du prolétariat russe, tel est l'unique moyen de sauver la Révolution.

Je dis *l'unique* moyen. Cela exclut toute action aventureuse, toute intervention militaire ou économique de l'étranger, toute révolution violente contre le bolchevisme. Car la chute brusque du régime actuel ne ferait qu'ouvrir la porte à la contre-révolution la plus brutale ; elle serait le signal de la décomposition de la Russie ; elle créerait en Russie un état de guerre civile qui pourrait se prolonger durant des années ; elle serait de nature à mettre le feu à l'Europe.

*
* *

Cinquante années après la publication de ces articles, on mesure l'utopie ou les illusions de Rosenfeld. Il avait raison de considérer le premier plan quinquennal comme un échec économique[9] ; il avait raison de ne pas se laisser prendre aux mythes de l'époque. Sur bien des points, l'histoire devait lui rendre les armes. Sans doute, par contre, était-il inutile d'attendre la démocratisation d'un régime isolé, puis triomphant par la dictature. Si le stalinisme est mort, si l'URSS est sortie du sous-développement, si la vie quotidienne en URSS a beaucoup changé, la démocratisation réelle du régime soviétique paraît toujours aussi lointaine. Est-ce le lot de tous les Etats qui ont d'abord à vaincre le sous-développement ? La démocratie est-elle un luxe de gens riches ? En tous cas, cette démocratie est une nécessité absolue pour qu'un régime puisse se prétendre socialiste ; en particulier la « démocratie industrielle », que nous désignons plutôt aujourd'hui de terme d'autogestion, paraît bien une condition fondamentale du socialisme. Citons Léon Blum :

« Le socialisme convient sans difficulté que la production comporte nécessairement une discipline, et la production moderne plus

que tout autre. Mais, pour que nous nous installions en terrain socialisme, il faut et il suffit que cette discipline ne repose pas sur l'obéissance hiérarchique, mais sur le consentement volontaire, qui a lui-même pour condition l'intérêt et l'affection apportés par chaque travailleur à l'œuvre commune, et son initiation à tous les problèmes de la gestion, ce qui répond sous une autre forme au sens profond de l'égalité »

« *...la transformation révolutionnaire du régime de propriété et de la production n'est pas une fin en soi, mais le moyen nécessaire et la condition indispensable de la libération de la personne humaine qui est, elle, une fin en soi et* la fin dernière du socialisme. » (Préface au livre de J. Burnham, *L'ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947.)[10].

NOTES

1. Sur les mythes développés à propos du premier plan quinquennal, voir D. Caute, *Les compagnons de route 1917-1968*, Paris, R. Laffont, 1979 et M. Ferro, *L'Occident devant la révolution soviétique, L'histoire et ses mythes*, Bruxelles, Editions Complexe, 1980.
2. Publié dans l'*Œuvre de Léon Blum, 1928-1934*, Paris, Albin Michel, 1972, p. 296-298.
3. O. Rosenfeld, *La plan quinquennal, examen critique*. Préface de Léon Blum, avec en annexe un article (remarquable) du menchéviste Th. Dan, *Le plan quinquennal et la social-démocratie*, Paris, Librairie populaire du Parti Socialiste.
4. L. Marcou a bien montré comment, au sein même du mouvement communiste international, l'URSS était passée pendant les années suivantes du statut de « modèle » et de « centre » à ceux d'« exemple » et d'« expérience ». Il ne s'agit pas de jeux de mots. *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979.
5. Conclusion du premier article, *Populaire* daté du 24 février 1931.
6. Voir le mémoire de maîtrise de Jean Joseph, « La S.F.I.O. et les problèmes de la Russie soviétique 1924-1934 », Tours, 1975, résumé dans les *Cahiers de l'Institut d'Histoire de la Presse et de l'Opinion*, n° 3, Tours, p. 131.
7. Ce sont les derniers mots de la célèbre biographie de J. Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977.
8. Publié dans l'*Œuvre de Léon Blum, 1914-1928*, p. 155. Cité par A. Kriegel, *Le Congrès de Tours*, Collection Archives, Paris, Gallimard, 1964.
9. Pour un bilan de la planification soviétique, voir les chapitres sur l'URSS dans *Histoire Economique et sociale du monde*, tome 5, *Guerres et crise 1914-1947*, V. Léon éd. Paris, A. Colin, 1977.
10. Publié dans l'*Œuvre, 1945-1947*, pp. 425, 426. Cité par J. Lacouture, *op. cit.*, p. 564-565.

ORESTE ROSENFELD

Par Robert VERDIER

Par ses origines russes, ses expériences antérieures de militant, sa formation socialiste acquise dès l'adolescence, Oreste Rosenfeld était sans aucun doute le mieux informé de tous les militants du Parti Socialiste (S.F.I.O.) sur la situation intérieure de l'Union Soviétique au début des années trente, lorsqu'on commença dans les pays d'Europe Occidentale à manifester de la curiosité pour la planification entreprise par Staline en 1927.

Son père était un haut fonctionnaire du régime tsariste : la hiérarchie rigide établie dans la fonction publique de l'ancienne Russie lui attribuait un rang équivalent à celui d'un général. Mais ses opinions libérales lui avaient valu d'être envoyé en disgrâce, loin de la capitale, à Astrakhan, où Oreste Rosenfeld est né en 1891.

Son engagement politique très précoce fut sans aucun doute influencé par l'atmosphère familiale. Il avait vu accueillir dans la maison de ses parents les animateurs de l'opposition au régime tsariste dans cette région de la Caspienne, notamment des socialistes. Un de ses frères, un peu plus âgé que lui, fut tué pendant l'insurrection de 1905 et une de ses sœurs fut atteinte de surdité à la suite de mauvais traitements subis en prison. Suivant ces exemples, il s'exposa lui-même dès l'adolescence aux rigueurs de la répression tsariste : inscrit au parti social-démocrate à treize ans, il fut exclu du lycée à quinze ans pour son action de propagande et même jeté en prison pendant quelques mois.

Il fit preuve dès ce moment de la persévérance et de l'énergie qu'il devait manifester en tant d'autres occasions, au cours d'une existence pleine d'expériences diverses. Tout en donnant des leçons particulières, il poursuivait ses études de droit. Il put aussi devenir collaborateur d'un de ses beaux-frères, avocat à Moscou, peu avant la première guerre mondiale.

Bien entendu, il poursuivait clandestinement son activité de militant socialiste. Mais la police tsariste savait infiltrer ses agents dans les milieux de l'opposition : Oreste Rosenfeld et plusieurs de ses camarades furent cette fois condamnés à la déportation en Sibérie.

Mais la guerre de 1914 donna une autre destination aux jeunes déportés. Oreste Rosenfeld fut envoyé au front.

Lorsque la Russie envoya quelques régiments en France pour participer à l'expédition de Salonique, Oreste Rosenfeld fut versé dans ces troupes. Il connaissait déjà fort bien notre langue que pratiquait couramment sa mère. Pour lui, comme pour beaucoup de démocrates et de socialistes russes de sa génération, la France était le pays de la liberté et de la démocratie. Aussi n'avait-il pas hésité à s'engager dans cette guerre où le régime tsariste, qu'il détestait et avait combattu, se trouvait allié aux démocraties de l'Europe Occidentale, la France et la Grande-Bretagne. Il choisit donc de venir sur le front de l'Ouest, quand l'occasion s'offrit.

L'arrivée au pouvoir de Kerinski, au début de 1917, interrompit sa campagne de Macédoine : le nouveau gouvernement le désigna comme attaché militaire à l'ambassade de Russie à Paris. Mais lorsque, l'année suivante, Lénine et les bolchéviks, quelques mois après leur arrivée au pouvoir, signèrent avec l'Allemagne le traité de Brest-Litovsk, Oreste Rosenfeld rompit avec le nouveau régime installé à Moscou et quitta l'armée russe, ce qui lui valut d'être condamné à mort pour désertion. Il refusait de rompre l'engagement pris par son pays envers les démocraties occidentales et de cesser le combat contre l'Allemagne. Il s'engagea comme simple soldat dans la Légion Etrangère et retourna au combat. Le 30 mai 1918, il fut grièvement blessé sur le front de l'Aisne et décoré de la croix de guerre.

Vingt ans plus tard, voulant prendre une part directe au combat contre le fascisme et le nazisme, dont il dénonçait depuis plusieurs années les menaces, pressentant que les accords de Munich n'éviteraient pas le conflit armé, il prit à temps toutes les dispositions pour être mobilisé. Comme il ne pouvait plus, en raison de son âge, être appelé ou engagé volontaire comme simple soldat, il utilisera une disposition légale autorisant les anciens officiers alliés ayant combattu dans l'armée française à devenir officiers : au cours du premier semestre 1939, il subit à Vincennes des épreuves qui lui donnèrent le grade de sous-lieutenant de réserve. « Le plus vieux sous-lieutenant de l'armée française » dit de lui le général Bouret, directeur de l'infanterie, qui ajoutait : « Il s'est autant démené pour partir au front que d'autres pour s'embusquer ».

Tel était l'homme que *l'Action française* avait dénoncé entre les deux guerres mondiales comme un agent de l'Union Soviétique, et à qui nos gouvernements refusèrent si longtemps la nationalité française qu'il sollicitait : il ne fut naturalisé qu'en avril 1936.

Lorsqu'il avait été démobilisé en 1919, étranger démuni de

ressources, il dut affronter les plus grandes difficultés. Il accepta les emplois les plus modestes. La solidarité entre Russes émigrés joua pour lui en plusieurs occasions pendant cette période. Ainsi, un de ses compatriotes qui avait ouvert une librairie rue de l'Eperon, dans le VIe arrondissement, l'hébergea pendant quelques temps : en échange de menus services, Oreste Rosenfeld couchait dans le magasin.

C'est un autre Russe, ancien client de son beau-frère à Moscou et rencontré par hasard, qui lui offrit enfin un emploi plus stable et mieux rémunéré, plus conforme à ses capacités : Oreste Rosenfeld devint chef du contentieux et directeur commercial d'une raffinerie de sucre fondée par son compatriote.

Fidèle à son passé, malgré les ruptures provoquées par la guerre et par l'exil, il ne renonça pas à militer. Il resta en relation avec les socialistes russes réfugiés en France, comme Théodore Dan. Il s'inscrivit à la S.F.I.O. C'est ainsi qu'il commença à suivre pour *Le Populaire*, dont Léon Blum était devenu le directeur politique peu après la scission de Tours, la politique de l'Union Soviétique. Ses amis disaient de lui qu'il consacrait le jour à la fonction procurée par son compatriote et que le soir et une partie de la nuit, il travaillait au journal quotidien des socialistes français.

Ainsi s'amorçait pour Oreste Rosenfeld une nouvelle carrière, celle de journaliste.

La publication du *Populaire* fut interrompue peu après les élections législatives de 1924 : le parti n'avait pas les moyens de combler le déficit que laissait un tirage insuffisant. Léon Blum réussit cependant à le relancer en 1927. Il avait déjà remarqué Oreste Rosenfeld. Il le savait très informé sur l'évolution du régime soviétique et du Komintern que les socialistes français suivaient avec un très vif intérêt depuis 1917. Il appréciait ses jugements et ses analyses en d'autres domaines de la vie politique. Il le fit entrer dans la nouvelle équipe au service de politique étrangère. En 1932, il lui confia la responsabilité de rédacteur en chef.

Ainsi avait commencé une collaboration qui devint rapidement une étroite amitié. En 1936 et 1937, Léon Blum, devenu président du Conseil, abandonna la direction politique du *Populaire*. Il tint néanmoins à garder un contact quotidien avec le premier de ses collaborateurs au journal. Le dîner les réunissait presque tous les soirs.

Les journalistes, dont Oreste Rosenfeld dirigea le travail jusqu'à la deuxième guerre mondiale, ont gardé le souvenir d'un homme rigoureux, exigeant dans le travail, mais soucieux de former, de

conseiller, d'encourager les jeunes rédacteurs. Daniel Mayer raconte comment, à ses débuts, il reçut de lui une leçon de mesure et de précision dans le vocabulaire. Pour un accident de chemin de fer qui avait fait deux victimes, il avait proposé le titre : *Catastrophe ferroviaire*. « Mais, lui dit Oreste Rosenfeld, quand il y aura cent morts, tu ne trouveras plus de mots ».

D'un abord apparemment sévère, Oreste Rosenfeld était en réalité très sensible et surtout très compréhensif, toujours prêt à réconforter après avoir critiqué, attentif à saisir la première occasion d'applanir les conflits et d'apaiser les tensions par une franche explication.

La deuxième guerre mondiale l'arracha à son nouveau métier qu'il exerçait avec passion parce qu'il s'intégrait à l'activité militante qu'il avait commencée dès l'adolescence.

Mobilisé en septembre 1939, il fut fait prisonnier en juin 1940. Il venait d'être décoré une deuxième fois de la croix de guerre et promu lieutenant.

Il ne fut rapatrié qu'en juin 1945, alors qu'il aurait dû normalement bénéficier des dispositions qui prévoyaient la libération des anciens combattants de la guerre de 1914-1918. Le colonel Fournier, qui commandait son régiment, a raconté qu'il avait été dénoncé par des officiers français dans son premier oflag en Pologne : les nazis savaient donc qu'ils détenaient le rédacteur en chef du *Populaire* qui avait mis en évidence avec persévérance et lucidité leur politique d'agression. On pouvait craindre qu'ils le livrent aux Russes, alors leurs alliés, qui se seraient empressés d'exécuter la condamnation à mort dont il avait été frappé en 1918. Mais il fut gardé comme otage et placé dans un camp « à surveillance renforcée » où il devait retrouver Robert Blum, et plus tard le fils de Staline.

Une fois encore, il allait montrer que les épreuves avaient laissé intacte son énergie militante. Il reprit son activité de journaliste, d'abord à son ancien poste de rédacteur en chef du quotidien socialiste, puis à une agence de presse. Pour cette agence et pour *le Populaire* la conférence interalliée tenue à Moscou en mars 1947, cette conférence dont l'échec fut, dit-on, le début de la guerre froide. Etrange aventure que ce voyage pour un homme comme lui. C'était la première fois qu'il pouvait retourner dans son pays d'origine, où, on l'a vu, il avait été condamné à mort ! L'ambassade soviétique à Paris lui fit longtemps attendre son visa, comme si, jusqu'au dernier moment, elle espérait décourager un observateur perspicace. A la fin de la conférence, lorsque tous les journalistes s'apprêtaient à quitter

Moscou, les autorités soviétiques firent exception pour lui : on ne lui rendit pas son passeport. Il faut dire qu'alors tous les confrères français manifestèrent leur solidarité, menacèrent de faire un scandale.

En 1948, Oreste Rosenfeld créa et anima l'hebdomadaire *Populaire-Dimanche*.

Désigné par le Parti Socialiste au nombre de ses représentants à l'Assemblée de l'Union française, il fut du petit nombre de ceux qui eurent très tôt l'intuition que les problèmes de décolonisation allaient tenir une place capitale dans les affaires internationales et dans la vie politique française. C'est ainsi que dès janvier 1956, lors d'un congrès extraordinaire, entre les élections législatives et la formation du gouvernement que devait présider Guy Mollet, il faisait devant les militants socialistes réunis en congrès, une analyse de la situation en Algérie que bien peu de Français, même dans les rangs des partis de gauche, étaient prêts à accepter, mais dont les événements ont montré la justesse. Il vaut la peine de citer quelques phrases de son intervention :

« *Il est inutile de discuter pour savoir si, avant la conquête française, l'Algérie a eu ou n'a pas eu d'organisation étatique. Laissons cela aux historiens. Il est inutile de disserter sur l'existence ou la non existence d'une nation algérienne. Nous nous trouvons devant un fait : les musulmans d'Algérie, qu'ils soient Arabes ou Kabyles, sentent entre eux une solidarité nationale et religieuse, une solidarité que la politique coloniale française a peut-être créée, mais qui existe et qui a donné naissance à l'éveil d'un sentiment national puissant, qui prend la forme d'une revendication précise... Si nous voulons mettre fin à la guerre, nous devons fonder la politique du gouvernement de Front républicain sur la reconnaissance solennelle du fait national algérien et par conséquent du droit du peuple algérien à l'autodétermination* ».

Reconnaissance du fait national algérien, droit à l'autodétermination : ces formules, devenues familières, heurtaient alors une opinion qui, dans sa très grande majorité, ne mesurait pas encore la force du mouvement d'émancipation dans les pays colonisés. Il fallut encore six ans, deux sous la quatrième République, quatre sous le régime gaulliste, de nombreuses victimes, des attentats, de la répression, de la torture, des combats, avant qu'elles ne soient mises en application.

Ni le tour pris si longtemps par la politique française en Algérie, ni la situation créée par l'insurrection du 13 mai 1958 et l'arrivée au

pouvoir du général de Gaulle ne purent décourager Oreste Rosenfeld et le détourner de l'action. Il continua à militer jusqu'à sa mort, survenue en avril 1964 ; il participa en 1958, avec tous les militants qui décidèrent de quitter la S.F.I.O, à la création du Parti Socialiste Autonome, puis celle du Parti Socialiste Unifié.

Exemple de fidélité à soi-même, de persévérance et de courage, telle fut la vie d'Oreste Rosenfeld. Nous ne l'avons retracée ici qu'à grands traits, surtout pour rappeler sa collaboration avec Léon Blum au *Populaire* et situer dans cette longue activité militante la série d'articles qu'il consacra au premier plan quinquennal soviétique, il y a déjà un demi siècle, presque à la naissance du système stalinien dont il avait vu dès l'origine la véritable nature.

Edouard Depreux

Edouard Depreux n'est plus. Pour plusieurs d'entre-nous, il était un ami fidèle, un ami connu d'abord dans les temps difficiles, l'occupation, la reconstitution clandestine du Parti Socialiste, la résistance, où il fit preuve d'autant de sang-froid que de courage. Et pour nous tous, membres de la « *Société des Amis de Léon Blum* », il était un lecteur attentif de nos *Cahiers*. Grâce à son étonnante mémoire et au vif intérêt qu'il prenait à l'histoire politique, il était toujours en mesure de déceler dans nos textes une erreur ou une omission. Il nous les signalait avec bienveillance, trouvant une occasion de nous manifester son amitié et d'évoquer des souvenirs communs.

Au nom de la Société des Amis de Léon Blum, nous adressons nos sincères condoléances à sa femme, Françoise Depreux, et à ses enfants, Geneviève et Jacques.

archives-socialistes.fr

Un inédit : un jugement d'un socialiste russe sur l'évolution de l'URSS

LE PLAN QUINQUENNAL ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

par Théodore DAN

L'ouvrage de mon ami Rosenfeld donne aux lecteurs français une idée complète du fameux plan quinquennal, qui attire à présent l'attention du monde entier, aussi bien de la bourgeoisie capitaliste que du prolétariat socialiste. Certainement, on pourrait produire plus de chiffres et de documents, citer encore des journaux bolchevistes et des discours des notables soviétiques. Cela aurait confirmé davantage l'excellente analyse faite par Rosenfeld, mais ne l'aurait pas modifiée ; et, au fond, cela n'y aurait rien ajouté. Aussi, de ce point de vue, ne me resterait-il qu'à recommander chaleureusement son ouvrage à l'attention des camarades français : il peut les préserver contre des illusions qui sont souvent plus dangereuses pour le socialisme prolétarien que les fautes tactiques les plus lourdes. Si, néanmoins, je prends la plume, c'est uniquement pour examiner d'un peu plus près les perspectives de la Révolution russe, telles que la « ligne générale » de Staline les prépare, et les tâches qui incombent, en conséquence, à la social-démocratie russe et internationale.

Dans sa préface, Léon Blum a fait apparaître, avec ses habituelles clarté de pensée et précision d'expression, les *bas* mobiles qui incitent la bourgeoisie capitaliste à brosser un tableau fantaisiste des succès « formidables » du plan quinquennal. Il n'est toutefois pas difficile de comprendre également les *nobles* sources des illusions qui renaissent continuellement dans les milieux ouvriers quant au succès et à la signification du plan quinquennal. Ces sources, il faut les chercher à la fois dans l'aspiration passionnée vers l'émancipation sociale que le crime odieux de la guerre mondiale a provoquée chez des millions de travailleurs, ainsi que dans les difficultés gigantesques que la situation d'après-guerre a accumulées devant la réalisation de cette aspiration. Plus la route que doit suivre la classe ouvrière pour monter, des marais brumeux du capitalisme au sommet baigné de soleil du socialisme, est obstruée et longue, plus elle veut croire passionnément au miracle du pays qui aurait réussi, malgré toutes les circonstances défavorables, à atteindre ce sommet par un formidable effort de volonté. Et c'est ainsi que la terrible crise économique qui s'est abattue sur tous les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique et qui oblige l'armée prolétarienne à

s'arrêter et à reculer, a fait naître de nouveau tant d'illusions qui paraissaient détruites pour toujours après la faillite du « communisme de guerre » et après la période de la *Nep*.

Rosenfeld a démontré à quel point sont minimes les succès *réels* du plan quinquennal, comparés aux énormes capitaux et efforts que dépense le Gouvernement des Soviets pour le développement des moyens de la production industrielle et de la technique agricole. Le « plan », en tant que programme établi du développement harmonieux des forces productives du pays, est devenu un mythe. En réalité, ce développement se fait par « chocs », c'est-à-dire dans le chaos. Il n'y a plus d'harmonie entre la puissance productrice des nouvelles « usines géantes » d'une part, et leur approvisionnement possible, l'état du marché du travail et l'écoulement des marchandises, d'autre part. Mais l'essentiel, c'est ceci : tous les succès du programme *industriel* du plan sont obtenus par l'annulation intégrale de son programme *culturel et social*, par la confiscation d'une partie de plus en plus grande du revenu national, par l'épuisement des sources de ce revenu, par l'augmentation de la misère, des souffrances et des privations des travailleurs, par la « pression » croissante exercée sur les paysans et sur les ouvriers, au moyen de la violence et de la terreur de plus en plus sauvages.

Mais ne se peut-il pas qu'au prix d'un gaspillage inouï des ressources matérielles du pays, de la vie, de la santé, des forces et de la liberté des classes laborieuses, on réussisse, néanmoins, à réaliser le plan quinquennal, du moins dans la partie qui concerne le développement de l'industrie fabriquant les *moyens de production* : machines, outils, force électrique, fonte, acier, etc. ? Dans ce cas, n'est-il pas possible qu'un deuxième plan quinquennal, un troisième, et tout plan quinquennal qui suivrait aient de plus en plus pour objectif l'augmentation de la production des *objets de consommation*, c'est-à-dire la satisfaction des besoins matériels et moraux du peuple, sacrifiés aujourd'hui par nécessité sur l'autel de la « ligne générale » ? L'élévation du niveau matériel et moral d'existence de la population, pourrait, à son tour, diminuer et même supprimer sa résistance à la politique de la dictature stalinienne. La violence et la terreur deviendraient alors inutiles. La dictature se supprimera elle-même au bénéfice de la démocratie. « Dans la mesure, écrit Otto Bauer, où la dictature qui dispose de l'appareil industriel de l'Etat, s'effacera devant la démocratie, le capitalisme d'Etat de la dictature se transformera en *organisation sociale de la Société*. » Cette perspective admise, les socialistes ne devraient-ils pas, sans se borner à la lutte énergique contre tous les projets d'intervention militaire ou économique de la *bourgeoisie étrangère* et de la *contre-révolution* russe — c'est là un devoir élémentaire de *tous* les socialistes, russes et étrangers ! — dire aux ouvriers russes : Ayez patience ! Souffrez la faim, équipez-vous dans un travail insupportable, acceptez l'absence de toutes libertés, subissez humblement la violence et la terreur, ne vous opposez pas, vous-mêmes, à l'« expérience » stalinienne et aidez les bolcheviks à briser la résistance des cent

millions de paysans. Car ainsi, dans la famine et dans la souffrance, vous engendrez ce bonheur inouï : l'émancipation sociale, et vous ouvrirez la porte de ce bonheur à l'humanité tout entière ! »

Si de telles idées germent dans le cerveau de socialistes aussi clairvoyants qu'Otto Bauer, il faut les traiter avec le plus grand sérieux. Cela signifie que le danger de voir des illusions se propager dans les milieux socialistes est vraiment grand. Si alléchante, en effet, que soit la perspective brossée par Otto Bauer, elle est basée — on voudrait pouvoir dire : hélas ! — sur de pures illusions. Le processus, expliqué par Rosenfeld, suivant lequel s'opère le développement des forces productives de la Russie, montre bien à quel point est *illusoire* cette perspective, même du point de vue purement *économique*. Même si les objectifs industriels du plan quinquennal étaient atteints intégralement, la Russie resterait encore longtemps un pays très arriéré. Elle devrait faire encore de formidables efforts pour « rattraper et dépasser » les pays capitalistes avancés et pour se rendre économiquement indépendante d'eux. Or, que voyons-nous ? Réalisation et surréalisation chaotique de certaines parties du « plan » et, en même temps, retard et même « mort » des autres ; cela rappelle beaucoup plus une course folle avec obstacles qu'une politique économique réfléchie. Ce chaos aboutit à ceci : à la fin de la première période quinquennale, il faudra investir des capitaux encore plus énormes dans la construction des chemins de fer et autres moyens de transport, dans la création de nouveaux puits et usines qui pourraient approvisionner les « géants industriels » déjà créés et achever les produits semi-fabriqués de ces « géants ». Déjà les premières esquisses pour le deuxième plan quinquennal, sur lequel travaille une commission spéciale, montrent qu'au cours de la deuxième période quinquennale, la fabrication des moyens de production — comparée à la fabrication des objets de consommation — engloutira des sommes encore plus fabuleuses. Sinon, il faudra fermer et abandonner les « géants » qui viennent d'être édifiés. Et c'est justement pourquoi il faudra, à l'avenir, exporter encore plus d'objets de consommation produits qu'on n'en exporte à présent. Les travailleurs russes devraient donc « tenir » non pas « deux ans », mais cinq, dix, quinze et davantage encore avant de pouvoir manger à leur faim, goûter un peu de repos... et entrevoir la réalisation des perspectives alléchantes que trace Otto Bauer.

Ce n'est pas tout. Pour les investissements de longues durées, l'Etat prélève une partie du revenu national en diminuant le salaire des ouvriers, en confisquant les produits du travail des paysans par l'inflation et par des emprunts « volontaires ». Plus cette partie prélevée est grande, plus les sources d'accumulation des richesses dans le pays s'épuisent et plus le gouvernement soviétique sera obligé d'envisager le recours aux financiers internationaux pour obtenir d'eux des crédits et des emprunts nécessaires non seulement pour construire de nouvelles usines, mais encore pour faire marcher les usines déjà construites. Que cette situation crée les conditions

préalables non pas « pour la réalisation du socialisme dans un seul pays », mais pour l'asservissement de toute l'économie du pays au capital étranger, Rosenfeld l'a suffisamment expliqué pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Mais pour le sort de la révolution russe, les problèmes *politiques et sociaux* nés de la « ligne générale » sont encore plus importants que les procès purement *économiques*. Ces procès ne se déroulent pas dans le vide. Ils ne sont pas exécutés par la mécanique impassible d'automates sans âme. Ils sont créés par des hommes vivant dans un milieu social donné. Ils suscitent des passions, créent un état d'esprit déterminé, modifient la mentalité, les conditions et les objectifs de lutte des diverses classes sociales. Et c'est cela qui détermine l'« histoire » de la Société et son avenir social et politique.

A l'époque du « communisme du guerre », les bolcheviks pensaient qu'on peut créer rapidement une société socialiste en expropriant et en exterminant la bourgeoisie d'une part, et en organisant le travail d'après les principes de la discipline militaire et du commandement, d'autre part. On avait commencé à enrôler les ouvriers dans les « armées du travail ». On avait esssayé de créer de pareilles « armées » paysannes par le décret sur les « comités d'ensemencement », adopté au Congrès des Soviets en décembre 1920. Les événements semblaient justifier ce « plan » bolcheviste : malgré la paralysie quasi-totale de l'industrie et la dégradation de l'agriculture, malgré l'épidémie du typhus, malgré la mort en masse, malgré les manifestations continuelles du mécontentement ouvrier et malgré les révoltes paysannes, les ouvriers et les paysans, dans leur ensemble, s'accrochaient aux bolcheviks et se jetaient dans leurs bras toutes les fois qu'ils apercevaient dans le succès du mouvement « blanc » le danger d'une restauration politique, sociale et économique. La fin triomphale de la guerre civile porta le coup de grâce au « communisme de guerre ». Trois mois ne s'étaient pas encore écoulés après la débâcle des armées du général Wrangel, que le mécontentement croissant du prolétariat se manifesta dans la grève générale des ouvriers de Petrograd (fin février 1921), tandis que la révolte des paysans trouva son expression dans l'insurrection des matelots de Cronstadt (1er mars 1921). Les revendications des uns et des autres étaient identiques : liberté économique (« la liberté du commerce ») et liberté politique (les Soviets libres »). Le mouvement ouvrier fut étouffé. L'insurrection de Cronstadt fut noyée dans le sang. Mais l'avertissement menaçant fut entendu et compris : dix jours après, Lénine annonça le passage à la « nouvelle politique ».

Mais ce n'était là qu'une nouvelle politique *économique*. Les revendications *politiques* des ouvriers et des paysans ne furent pas prises en considération. Au contraire, Lénine ne voyait dans les concessions économiques qu'un moyen d'asseoir la dictature du parti bolcheviste sur une nouvelle base, de ne pas l'affaiblir, mais de la renforcer davantage. Pour Lénine, ce n'était pas le commencement d'un passage lent, progressif et

délibéré du régime terroriste de la dictature au régime de la liberté démocratique, mais au contraire le moyen de barrer à la démocratie toutes les routes. La démocratie, pour laquelle avaient lutté des générations de la classe ouvrière, pour laquelle les bolcheviks eux-mêmes avaient combattu pendant des dizaines d'années, cette démocratie fut proclamée invention diabolique de la bourgeoisie en vue de tromper et d'asservir le prolétariat. Dans le même discours par lequel Lénine annonça les concessions économiques, il proclama aussi un autre mot d'ordre : « Garder les socialistes en prison ! ». Les socialistes, c'est-à-dire ceux qui pourraient organiser les masses ouvrières et paysannes en vue de lutter pour la réalisation intégrale du programme politique de Petrograd et de Cronstadt.

La *Nep* commença. Et tout de suite fut créée une nouvelle doctrine de la « construction du socialisme » : vu l'état arriéré du pays, son économie doit être basée sur les principes capitalistes et bourgeois ; même l'industrie nationalisée doit être transformée en capitalisme d'Etat qui travaillerait sur la base du « calcul commercial ». Mais comme la totalité du pouvoir *politique* — qui, de plus, est dictatorial — se trouve entre les mains du prolétariat en la personne du parti communiste, tout le bénéfice de l'évolution capitaliste et bourgeoise servira à la « construction du socialisme » : L'Etat communiste réglementera, par des impôts, par sa politique financière, par sa politique des prix, etc., l'activité productive et commerciale de la nouvelle bourgeoisie urbaine (les *nepmans*) et des paysans qui s'enrichissent (*les koulaks*) ; c'est aux caisses d'épargne de l'Etat communiste que les « nouveaux riches » apporteront leurs épargnes et leurs gains ; ils s'intégreront dans le socialisme, graduellement et sans s'en rendre compte ; la Russie de la *Nep* se transformera en Russie socialiste ! » « Enrichissez-vous ! » proclamait à cette époque le « droitier » Boukharine. Mais les « gauchistes » Staline et Molotov lui faisaient chorus : « Nous donnerons la liberté aux rapports capitalistes dans la campagne et nous combattrons l'état d'esprit parasitaire des paysans pauvres ! ».

Et de nouveau, les premières années de la *Nep* semblaient justifier les calculs de la dictature bolcheviste. Les intellectuels rompent définitivement avec la tactique du « sabotage » et de la résistance passive qu'ils avaient pratiquée au début du bolchevisme. Les congrès des savants, des ingénieurs, des fonctionnaires, des médecins, des instituteurs, etc., rivalisent dans leurs déclarations de loyauté. Ils mettent à la disposition du pouvoir soviétique et de l'économie soviétique toutes leurs forces et tout leur savoir. La nouvelle *bourgeoisie*, s'opposant radicalement à l'ancienne qui a été expropriée et qui a émigré, proclame son adhésion au système soviétique ; ses porte-paroles changent leur fusil d'épaule et déclarent que le gouvernement de la dictature bolcheviste est le véritable gouvernement « national », et que le régime soviétique, opposé à la démocratie « pourrie » de l'Europe occidentale, est le vrai régime russe. Les *paysans* se mettent avec enthousiasme à reconstruire leurs exploitations, à utiliser les terres et les biens acquis au cours de

la Révolution, à « s'enrichir », ce qui est proclamé par leur devoir civique vis-à-vis de la « patrie socialiste » ; ils deviennent « soviétiques ». Les *ouvriers*, fatigués de l'anarchie qui a régné dans les usines, a paralysé la production et les a condamnés à la famine et aux souffrances de toutes sortes, commencent, pour la première fois depuis la Révolution, à manger à leur faim, à se nipper, à se loger un peu mieux. L'amélioration visible et progressive de leur situation, comparée à la misère dans laquelle le « communisme de guerre » les avait précipités, les faisait s'accommoder, non seulement à la suppression des libertés politiques (extermination des socialistes !) mais encore à la transformation progressive des syndicats en organes gouvernementaux ayant pour but d'augmenter la « productivité du travail » et de renforcer « la discipline du travail ». Des années durant, les intellectuels et les ouvriers — non sans pression de la part de la *Tchéka* qui troqua son nom compromis contre le titre plus convenable de *Guépéou* — quittaient en masse les partis socialistes, se faisaient « sans-parti », se plaçaient sur la « plate-forme soviétique ». L'« apolitisme » et le pathos de l'économie remplirent tout et tous. On ne réservait plus aux « idéologues » de la démocratie qu'un sourire de pitié condescendante. Le héros de la littérature soviétique devient le communiste qui abandonnait, avec le fusil, la mentalité de la guerre civile et qui « apprenait studieusement à commercer », conformément aux prescriptions de Lénine. Tout l'appareil soviétique se transformait. Trotski dit plus tard : la transformation thermidorienne...

Or, ainsi que la social-démocratie l'avait prédit, cette idylle « apolitique » ne dura pas. Elle finit avec la fin de la période de la « restauration », c'est-à-dire de la remise en valeur des moyens de production légués par le passé et restés morts au cours du communisme de guerre. La « restauration » demandait des fonds de roulement relativement peu importants. Tout autre se présenta le problème quand, aux environs de 1927, il fallut passer à la « reconstruction » c'est-à-dire au remplacement des vieilles machines, de l'outillage usé, des bâtiments délabrés, par de nouvelles usines nécessaires pour satisfaire la consommation accrue. Celle-ci avait crû par suite de l'augmentation de la population. En outre, pendant plus de dix années de guerre et de révolution, les besoins en produits industriels n'avaient été satisfaits que dans une mesure minime. Enfin, les exigences des millions et des millions de paysans, réveillés par la révolution et impatients d'en récolter les fruits, étaient devenus plus grandes. Le gouvernement soviétique se trouva ainsi devant le grand problème du capital fixe. Il devait trouver des sommes énormes pour un investissement de longue durée.

Les Soviets essayèrent de les trouver à l'étranger. Or, la « légalité révolutionnaire » qu'ils avaient proclamée, mais qu'ils pouvaient aussi supprimer d'un trait de plume — ce qu'ils ont d'ailleurs fait à maintes reprises — n'apparaissait pas suffisante au capital étranger pour lui garantir la sécurité de ses investissements. Le capital étranger exigeait des garanties

constitutionnelles que la dictature terroriste ne pouvait accepter sous peine de se supprimer elle-même.

Certes, au cours de la *Nep*, des capitaux assez considérables commençaient à s'accumuler dans le pays, entre les mains de la « nouvelle bourgeoisie » et surtout des larges couches de paysans qui s'enrichissaient. Mais l'espoir s'est avéré illusoire de voir les *nepmans* et les *koulaks* apporter leurs économies sur l'autel de la « construction du socialisme ». Ils consentaient à « s'enrichir », mais à s'enrichir pour eux-mêmes et non pour la « patrie socialiste ». Ils se sont accommodés du système soviétique, mais ils voulaient que toutes les cellules de l'appareil soviétique servissent leurs intérêts privés et capitalistes. Ils consentaient à investir pour longtemps leurs capitaux dans l'industrie ou à les confier à l'Etat dans la mesure où cet Etat consentait à servir *leurs* intérêts. Le problème des « garanties constitutionnelles » se posait également à l'intérieur du pays.

La dictature bolcheviste se trouva à un croisement de chemins. Elle pouvait aller à la rencontre des aspirations de la bourgeoisie urbaine et rurale grandie sous le toit de la *Nep*. Elle pouvait, tout en refusant les libertés politiques aux classes laborieuses, renoncer aux méthodes révolutionnaires et terroristes d'attaque contre les classes possédantes et assurer leurs intérêts matériels par un code civil et pénal sur le modèle du Code Napoléon. Mais, dans ce cas, elle se serait transformée en dictature des possédants, ce qui serait en contradiction avec sa propre origine et la mettrait en conflit avec les éléments prolétariens qui l'avaient portée au pouvoir. Ou bien, la dictature bolcheviste pouvait essayer d'accomplir le passage — devenu historiquement nécessaire — du régime révolutionnaire et terroriste au régime « constitutionnel » par la réalisation, bien que tardive, de la deuxième partie du « programme » de Cronstadt ; l'introduction graduelle et consécutive de la *démocratie politique*.

Certes, la démocratie non plus n'aurait pas pu empêcher l'évolution de l'économie capitaliste de la Russie, évolution inévitable pour les pays arriérés aussi longtemps que le socialisme prolétarien n'aura pas triomphé dans les pays avancés. Mais la démocratie aurait créé pour cette évolution les conditions historiques les plus favorables aux classes laborieuses de la Russie et permettant à ce pays de participer à la transformation socialiste, le jour où celle-ci aurait vraiment commencé dans les grands pays industriels grâce au triomphe du prolétariat. Car le passage à la démocratie aurait pu consolider l'alliance, née dans la révolution, entre la classe ouvrière et la classe paysanne, qui, dans son énorme majorité, n'appartient nullement à la bourgeoisie capitaliste. Tout l'appareil d'Etat aurait pu être placé sous le contrôle et sous la pression de cette « union des travailleurs ». Le maximum des conquêtes sociales historiquement possibles pourrait alors être assuré aux salariés.

La dictature bolcheviste n'a suivi aucune de ces voies. Après de dures luttes intestines entre les diverses tendances et oppositions, c'est la volonté

— incarnée en Staline — de son « appareil » qui triompha. Et l'appareil ne connaît qu'un seul principe : se conserver coûte que coûte !

Au début, la dictature essaya de tricher avec elle-même et avec l'histoire. Elle proclamait la *Nep* « inébranlable » et châtiait sévèrement les « hérétiques » ; mais en même temps, elle tenta d'exproprier la nouvelle bourgeoisie par des impôts qui avaient le caractère de confiscation ; et elle essaya de s'approprier les richesses accumulées par les paysans au moyen des « ciseaux » : les prix de vente des produits industriels étaient démesurément élevés tandis que les prix des produits du travail agricole étaient artificiellement diminués. Les *nepmans* répondirent par la fermeture de leurs établissements industriels et commerciaux et par le développement du commerce « clandestin ». Les *koulaks* préférèrent accumuler d'énormes stocks de céréales, en nourrir le bétail, manger le bétail, recréer les petits métiers de village pour satisfaire leurs propres besoins que de livrer leurs produits à l'Etat à un vil prix. Sans que la *Nep* fut supprimée officiellement, la dictature essaya alors de recourir aux « mesures exceptionnelles », c'est-à-dire à la méthode de violence ouverte du « communisme de guerre ». Elle se consolait en pensant que, par l'application — une ou deux fois — de ces mesures, elle se procurerait les ressources nécessaires pour revenir ensuite à la « légalité révolutionnaire » de la *Nep*. Presque tous les *nepmans* furent arrêtés et déportés en Sibérie. Le commerce privé fut supprimé. Il semblait que le *koulak* privé du « marché » devrait capituler devant le commerçant-monopoleur qu'est « l'Etat socialiste ». Or, au lieu de capituler, le *koulak* s'orienta vers une économie de consommation. Il commença à diminuer la surface d'ensemencement. Il ne restait rien d'autre à faire à la dictature que de passer à la politique de la « ligne générale » dont Rosenfeld a brossé si clairement le tableau et les conséquences et dont les dangers avaient été si nettement prédits par Staline et ses amis eux-mêmes lors de la lutte contre Trotski. Mais plus ils se rendent clairement compte de ces dangers et plus les événements justifient leurs craintes, plus ils éprouvent le besoin brûlant de « traverser en trombe » la zone dangereuse, cette « forêt en flammes » ainsi que s'est exprimé un communiste notoire. Aussi les « rythmes » deviennent-ils de plus en plus insensés. Dans la *peur* est la véritable cause de cette « énergie » folle et aventureuse dont est si souvent frappée l'imagination des hommes qui, de par leur nature et origine sociale, ont un penchant pour le culte de la « forte main ».

Le passage de la *Nep* à la « ligne générale » n'a pas seulement modifié l'économie du pays. Il a produit des changements profonds dans toute la structure sociale et politique. La fusion de tous les éléments de la Société post-révolutionnaire avec le régime soviétique, commencée sous la *Nep*, ne s'est pas seulement arrêtée : l'évolution a pris le sens contraire. Les *intellectuels*, trompés dans leur attente, ne peuvent pas exécuter les « plans » avec enthousiasme ; ils se rendent bien compte de leur caractère ruineux et aventureux. Ils ne peuvent travailler que sous la contrainte, contre leur

conscience et leur savoir, avec cette réticence intérieure que les bolcheviks traitent de « sabotage ». Et ce n'est pas par hasard que, dans tous les procès des « saboteurs », il est toujours question de deux dates : 1921-1922, comme année de l'« adhésion à la plate-forme soviétique », et 1927, comme année où a commencé le « sabotage ».

La « *nouvelle bourgeoisie* » en tant que force agissante, est détruite ; les restes qui ont survécu masquent leur visage en travaillant dans « l'appareil » soviétique ; ils s'assurent contre les persécutions en affichant hautement leur fidélité au pouvoir soviétique ; quant aux capitaux qu'ils ont réussi à dissimuler, ils sont convertis en or, devises étrangères et en pierres précieuses, soigneusement cachés jusqu'à de meilleurs temps.

Les *paysans* manifestent leur mécontentement par des révoltes spontanées et localisées, toujours étouffées sauvagement, et par des actes de terreur individuelle contre les agents du pouvoir ; ils se laissent gagner par la colère et la haine, non seulement contre le communisme, mais également contre le prolétariat au nom duquel agit le communisme, et contre la révolution, qui leur enlève la terre qu'elle leur avait donnée elle-même il y a quatorze ans. Des centaines de milliers de *koulaks* sont définitivement ruinés et s'épuisent aux travaux forcés, dans les forêts du Nord lointain et de la Sibérie. Des millions de paysans, la rage au cœur, adhèrent aux *kolkhozes*. Ils essayent, par une résistance passive, de défendre leurs intérêts au moment de l'ensemencement et de la récolte ; ils rêvent d'un « miracle » — peut-être d'une guerre — qui leur restituerait la liberté économique supprimée par les bolchéviks.

Les *ouvriers* sont de nouveau, après tant d'efforts héroïques, condamnés au froid et à la famine. Ils sont privés de tous moyens de défense organisée contre la « pression » qui épuise leurs forces physiques et morales. Avec les utopies, ils perdent aussi la foi dans l'idéal qui les avait animés. Ils se détournent du parti bolcheviste qu'ils avaient suivi jadis. Ils tombent dans l'indifférence et attendent passivement un changement quelconque qui modifierait leur sort malheureux. Sur toute la ligne se produit la rupture entre les classes de la société post-révolutionnaire et le pouvoir qui est sorti de la révolution, qui domine cette société et la gouverne dictatorialement.

Quant à ce pouvoir lui-même, il se transforme en « appareil » militaire, policier et bureaucratique, très étendu et strictement centralisé. Il devient une caste sociale privilégiée, qui n'est pas animée de nobles idées d'égalité sociale (au contraire, quand on glorifie le « travail à la pièce », l'égalité est proclamée officiellement un « préjugé bourgeois »), mais de l'instinct de la conservation. Il a la haine de la démocratie. Il a pris l'habitude d'agir au moyen de la violence et de la terreur. Cette bureaucratie est soudée au « chef » suprême par la peur de la catastrophe menaçante. Mais elle est prête à le trahir à la première occasion s'il apparaît que le « duce » la conduit vers l'abîme et qu'un autre, inconnu encore aujourd'hui, promet le

salut. Cet appareil bureaucratique s'isole de plus en plus de la masse qu'il gouverne. Mais il est lié socialement à la masse au point le plus sensible pour toute dictature, par l'*armée*. Et il subit sont état d'esprit.

Les camarades français ont derrière eux une expérience révolutionnaire trop riche en enseignements pour qu'il soit nécessaire de leur expliquer les perspectives qu'ouvre une pareille situation sociale et politique à la fin d'une grande révolution, quand toutes les classes aspirent à un changement, mais quand aucune d'elles n'a assez de force pour combattre pour ce changement. Le sort de la révolution se décide alors à l'intérieur de l'appareil gouvernemental. Ainsi, le chemin de « la ligne générale » ne mène pas au sommet attrayant du socialisme, mais à l'abîme de la contre-révolution. Et cette contre-révolution — faut-il insister là-dessus ? — ne sera pas seulement le plus terrible malheur pour la classe ouvrière russe, mais encore la plus terrible menace pour la paix, le plus grand obstacle pour la lutte socialiste du prolétariat international.

Eviter le danger de la contre-révolution, telle est la tâche que s'est assignée la social-démocratie russe. Mais on ne peut pas l'éviter en soutenant la dictature terroriste du bolchevisme et sa « ligne générale ». Ce sont elles justement qui créent le danger. On ne peut l'éviter que si on lutte pour que la liquidation de la dictature bolcheviste — liquidation devenue historiquement inévitable — se fasse, non pas par sa transformation en dictature « bonapartiste », mais par la voie de la démocratie politique, qui protège au maximum les intérêts des non-possédants. Avec Rosenfeld, la social-démocratie russe déclare que, dans les circonstances historiques données, « la démocratisation graduelle du régime soviétique par l'action propre et indépendante de la classe ouvrière est l'*unique* moyen de sauver la révolution ».

Dans cette formule, il n'y a pas seulement l'indication sur le *but* de la lutte de la social-démocratie, mais également sur les *méthodes* de cette lutte. Si épuisée — physiquement et moralement — que soit la classe ouvrière russe, elle constitue néanmoins dans la Russie actuelle, *l'unique classe* vitalement intéressée à ce que la contre-révolution ne se produise pas. La contre-révolution privera les intellectuels, la bourgeoisie et les paysans de leurs libertés *politiques*, mais elle assurera — du moins pour un certain temps — leurs intérêts *économiques*, les interêts matériels. C'est pourquoi la *passivité politique* de la classe ouvrière présente le plus grand obstacle à la lutte contre la contre-révolution. C'est pourquoi les suprêmes efforts de la social-démocratie doivent être faits contre cette passivité. Et *vice-versa*. Toutes les illusions au sujet de « l'intégration » de la « ligne générale » dans la démocratie et le socialisme ne sont de nature qu'à endormir l'activité salutaire du prolétariat et à faciliter ainsi le triomphe de la contre-révolution.

Il y a plus. Dans un pays paysan aux trois-quarts, le prolétariat ne peut naturellement pas assurer la démocratie par ses seules forces. Il doit attirer de son côté les paysans, qui autrement deviendront un appui passif pour la

contre-révolution bonapartiste. Il doit instaurer et rendre réelle « l'alliance entre le prolétariat et les paysans » qui s'était créée au cours de la Révolution et que la politique bolcheviste a transformée en un mythe. C'est pourquoi la classe ouvrière ne peut pas, non seulement justifier la violence de la dictature stalinienne à l'égard des paysans, mais doit au contraire devenir le défenseur des revendications économiques des paysans. Ceux-ci ne se rangeront du côté de la démocratie que si satisfaction leur est donnée des mains de la démocratie et non de celles de la contre-révolution.

Il va de soi qu'en combattant la politique de la « ligne générale », le prolétariat et la social-démocratie russes ne peuvent ignorer les *faits* créés déjà par cette politique. En régime démocratique, les forces de production du pays se seraient développées plus lentement, mais plus économiquement et plus favorablement pour les classes laborieuses. Néanmoins, au prix d'un gaspillage monstrueux des ressources matérielles et de souffrances physiques inouïes de la population, des géants industriels sont déjà créés. La démocratie devra donc veiller à ce que les sacrifices — dont la dictature bolcheviste porte toute la responsabilité — ne soient pas perdus, à ce que tout ce qui peut être sauvé parmi les choses créées et construites, soit sauvé pour un emploi productif. La « ligne générale » a épuisé les sources de l'accumulation des richesses dans le pays. Elle a rendu nécessaire, pour la sauvegarde et le développement de l'économie nationale, l'aide du capital étranger. La démocratie devra donc trouver, pour attirer le capital étranger aux établissement d'Etats et privés, des formes telles que, tout en lui garantissant un certain bénéfice, elles préserveraient néanmoins le pays d'un asservissement colonial et réserveraient à l'Etat démocratique la direction de l'activité économique et de la politique sociale. Ce fut un acte de folie économique et politique que d'exproprier les millions de paysans (les *koulaks*). Mais cette expropriation est déjà accomplie. Leurs terres et biens ont déjà passé en d'autres mains. Rebrousser chemin et restaurer simplement l'état antérieur de la propriété paysanne, ce serait provoquer une guerre civile dans les campagnes et faire d'elles une proie de la contre-révolution militaire. La démocratie devra certainement chercher des moyens pour indemniser les paysans expropriés en leur donnant des terres appartenant à l'Etat et par des subventions financières de l'Etat. « La ligne générale » accomplit le nécessaire développement technique de l'agriculture par la collectivisation violente. C'est un crime. Mais la dictature stalinienne l'a déjà consommé. Les classes laborieuses ont déjà payé le maigre progrès technique de montagnes d'or et de mer de sang. Cet or et ce sang seraient perdus sans laisser de trace, si l'objectif de la démocratie était le retour pur et simple à la technique barbare de l'agriculture parcellaire (minuscule). C'est pourquoi tout en supprimant la collectivisation *violente*, en défendant le droit des paysans de sortir des *kolkhozes* et en protégeant la liberté de l'agriculture individuelle, la démocratie devra favoriser, pour toutes les ressources matérielles de l'Etat, la coopération *volontaire* des paysans et la transformation

des *kolkhozes* forcés en associations libres des producteurs.

Ainsi, dans la *lutte pour la démocratie* que mène la social-démocratie russe, il ne s'agit pas seulement de la forme *politique* de l'Etat. Il s'agit également de résoudre les plus complexes problèmes *économiques et sociaux*. Que cette lutte soit très difficile, personne ne le nie. Qu'elle soit à présent plus difficile, que les chances de succès soient maintenant moindres qu'en 1927 à la fin de la *Nep*, cela va de soi. Déjà en 1927 elle était plus difficile qu'en 1921, lors de l'écroulement du « communisme de guerre ». Néanmoins, cette lutte reste *l'unique* moyen de sauver la révolution russe, de défendre les intérêts du prolétariat russe et international.

Le Congrès de Bruxelles de l'Internationale Ouvrière Socialiste a eu mille fois raison quand il appuya cette lutte de la social-démocratie russe par son manifeste dans lequel il appelait les prolétaires russes à entrer dans les rangs du prolétariat international en vue de combattre pour la démocratie. La cause de la démocratie en Russie est la cause vitale des ouvriers de *tous les pays*.

JEAN JAURES

Bulletin de la Société d'Etudes Jaurésiennes

Le n° 83 (octobre-décembre 1981) comporte notamment une importante étude de Marie-France BRIVE sur Jean Jaurès et la Verrerie ouvrière d'Albi.

Pour recevoir ce bulletin ou s'abonner (40 F l'an), pour adhérer à la Société d'Etudes Jaurésiennes (10 F), prière de s'adresser au Secrétariat général,
M. Gilles CANDAR
33, rue de Fresnes, 92160 Antony.

CORRESPONDANCE

Paris, le 20 mai 1981.

M. François Goguel, secrétaire général honoraire du Sénat, ancien membre du Conseil constitutionnel et spécialiste de l'histoire politique contemporaine, nous a écrit pour nous signaler quelques erreurs ou confusions, dans notre Cahier *n° 9 sur :* Léon Blum, les socialistes et la politique pétrolière française. *Nous l'avons remercié de l'intérêt qu'il porte à notre publication et nous sommes naturellement engagés à publier sa lettre. La voici donc, suivie d'une brève réponse d'André Nouschi à qui nous l'avions communiquée en tant que principal auteur de ce cahier.*

Voulez-vous bien me permettre de vous signaler ce qui me paraît une erreur dans l'annexe B, page 63 du *Cahier Léon Blum* n° 9 ? A lire ce texte, on pourrait croire que, dès 1924, c'est-à-dire au moment des accords entre l'Etat et la CFP auxquels il a été fait allusion dans le débat du 20 mars 1931, Ernest Mercier était président du Redressement Français. Or cet organisme a été créé plus tard, vers 1925 ou 1926. Ce n'est qu'une précision mais qui a son intérêt.

Par ailleurs, Mercier n'était pas président de l'Union des Intérêts Economiques. Cette présidence était exercée par un sénateur de la Seine du nom d'Ernest Billiet. C'est sans doute l'identité des prénoms qui a créé la confusion... L'U.I.E. avait en effet financé en 1924 nombre de candidatures modérées. Mais elle avait aussi versé une contribution à la campagne électorale dans l'Aveyron, de Raynaldy, membre de la Gauche radicale, qui devait devenir ministre du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet Herriot de 1924, ce qui n'est pas sans intérêt, lorsqu'on constate (page 46) que le même Raynaldy a eu en juin 1924 à reprendre certaines négociations avec la Compagnie française des Pétroles... Sauf erreur de ma part, la révélation de la participation de l'U.I.E. au soutien de la compagne électorale d'un membre du cabinet Herriot a été un des éléments qui ont contribué à arrêter l'enquête faite par une Commission de la Chambre sur l'origine des « fonds électoraux » de 1924... Le Sénateur Billiet avait été invité à témoigner devant cette commission. Il a refusé de prêter serment, et a dû être condamné, de ce fait, à une amende par le Tribunal correctionnel de Paris, devant lequel il avait été défendu par Paul Reynaud.

Léon Blum, en 1931, n'était pas homme à faire état de problèmes personnels comme ceux-ci, mais l'historien n'a pas le droit de les passer sous silence, et je crois qu'ils éclairent certains aspects des problèmes soulevés par son discours de 1931.

Sans doute vous souvenez-vous que la carrière politique de Raynaldy devait être brisée en 1934 (il était alors sénateur), par la révélation de ses liens avec la banque Sacazan...

François GOGUEL

Nice, le 16 octobre 1981

Je donne volontiers acte à F. Goguel de ses observations ; j'ai laissé passer, par erreur, un certain nombre de fautes. Je les répare.

1) Mercier n'a pas présidé l'UIE, et surtout pas en 1924, à cette époque, l'UIE était présidée par Ernest Billiet.

2) Le Redressement français a été créé après 1924, vraisemblablement en décembre 1925, selon l'historien américain Kuisel. E. Mercier s'est toujours défendu d'avoir un lien avec l'UIE, même quand la gauche l'affirmait avec force.

3) On ne peut cependant ne pas rapprocher de cela qu'aux moments opportuns certains parlementaires favorables aux thèses défendues par E. Mercier, pour la C.F.P., étaient aussi liés à l'UIE.

4) Faut-il rappeler enfin que certaines déclarations devant la Commission d'enquête parlementaire créée en 1927 sur les affaires pétrolières et présidée par C. Baron ont laissé transparaître des liens entre le monde de pétrole et l'UIE ?

En résumé donc, je dirais qu'il y avait des convergences entre les positions défendues par E. Mercier dans le Rassemblement français et celles défendues par E. Billiet et ses amis dans l'UIE. Par ailleurs, E. Mercier comme PDG de la CFP ne pouvait oublier E. Mercier, Président du Rassemblement français.

André NOUSCHI

archives-socialistes.fr

CAHIERS LÉON BLUM

Numéro 2-3 — Décembre 1977-mars 1978
Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention

Sur les jugements de l'histoire, par Ernest LABROUSSE
A propos de la genèse de la non-intervention, par Daniel BLUMÉ
Documents
La non-intervention relâchée, par Daniel BLUMÉ
Témoignages recueillis
Considérations rétrospectives, par Gaston CUSIN

Numéro 4-5 — Décembre 1978-mars 1979
Léon Blum et le journalisme

Léon Blum : un témoignage, par Pierre MENDÈS-FRANCE
Léon Blum éditorialiste, par Robert VERDIER
Il faisait confiance à l'homme, par Daniel MAYER
Léon Blum, directeur du « Populaire », par Henri NOGUÈRES
Dire ce qu'on pense et faire ce qu'on dit, par Jean FERNIOT
L'information et son commentaire, par Georges ALTMAN
Léon Blum à la radiodiffusion, par Henri NOGUÈRES

Chacun de ces numéros doubles : 20 F

Numéro 6-7 — Décembre 1979-juillet 1980
La SFIO face aux défis de l'après-guerre (1944-1947)

Réunions du Comité directeur de la SFIO, de novembre 1944 à août 1946, présentées par Jean-Pierre RIOUX
Une expérience ministérielle : Daniel Mayer
Avant-propos par René GIRAULT
Entretien avec Daniel MAYER

Numéro triple : 30 F

Numéro 9 — Mai 1981
Léon Blum, les socialistes et la politique pétrolière française

Présentation, par Robert VERDIER
Textes de discours prononcés par Léon Blum à la Chambre des Députés, présentés et annotés par André NOUSCHI

Le numéro : 20 F

archivessocialistes.fr

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LÉON BLUM

Président : Robert VERDIER.

Siège social : Catherine MALAMOUD,
7, rue de la Cité Universitaire, 75014 PARIS.

COTISATIONS

Adhérent : 10 F par an. Membre fondateur : 20 F par an. Membre fondateur à vie : versement unique de 150 F.

Adresser la demande d'adhésion et un chèque à la trésorière :

Catherine MALAMOUD, 7, rue de la Cité Universitaire,
75014 PARIS - C.C.P. 17.037.94 F PARIS.

ABONNEMENT AUX CAHIERS LÉON BLUM

L'abonnement aux Cahiers est indépendant de l'adhésion à la Société des Amis de Léon Blum.

Adresser la demande d'abonnement annuel (deux numéros) et un chèque de 40 F à la trésorière.

Composition, montage, photogravure SÉCILIA - 75020 Paris - 358.10.55
Impression IMPRIMEURS LIBRES - 75020 Paris - 366.91.53
D.L. 4e trimestre 1981
Le directeur de publication : L. Perrein

archives-socialistes.fr